



"La vérité est simple: pour faire 100% écologique il faut une production zéro."

- ▶ **Introduction [Didier Mermin]** p.1
- ▶ **Manifestations de la soif (Didier Mermin)** p.2
- ▶ **Les récents développements de notre délicate situation pétrolière (Gail Tverberg)** p.4
- ▶ **L'Énergie grise (Wikipedia)** p.18
- ▶ **Les Mirages de l'éolien** p.27
- ▶ **Le tourisme fait s'envoler le réchauffement planétaire** p.29
- ▶ **Le monde devient numérique. A-t-il les moyens de le rester ?** p.31
- ▶ **Linky, technique diabolique ou instrument à notre service (Michel Sourrouille)** p.32
- ▶ **Un comité du Sénat appelle à concevoir une société «sans carbone» après 2030** p.33
- ▶ **L'apocalypse n'est pas pour demain (Loic Steffan)** p.34

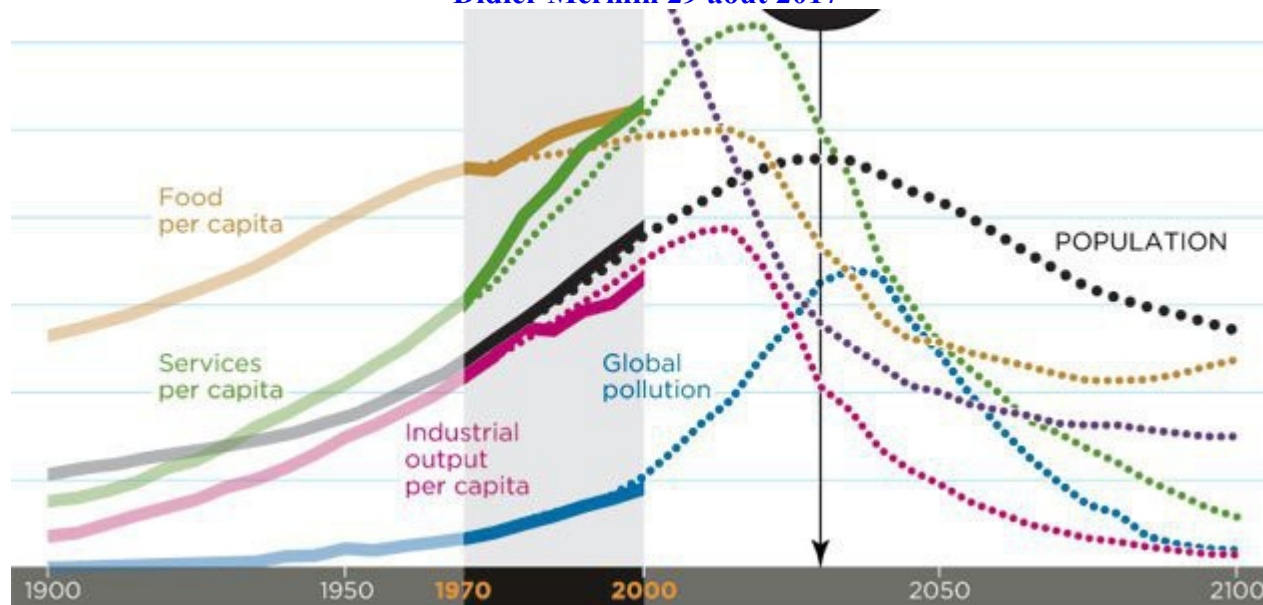
SECTION ÉCONOMIE

- ▶ **Mythe ou mensonge ? Comment faire la différence (Bill Bonner)** p.43
- ▶ **Merci le pétrole !** p.46
- ▶ **Le ralentissement de la croissance devient global (Bruno Bertez)** p.46
- ▶ **Le plus mauvais des calculs, celui du risque financier (François Leclerc)** p.49
- ▶ **Englués dans nos convictions** p.51



Introduction [Didier Mermin]

Didier Mermin 29 août 2017



Publié en 1972 par le [Club de Rome](#) sous le titre « *The Limits To Growth* », traduit en français par « *Halte à la croissance* », actualisé en 1993 puis en 2004, le [rapport Meadows \(pdf, en\)](#) a fait grand bruit avant de faire... plouf ! Plus personne ne s'y intéresse, l'actualité l'a étouffé comme beaucoup d'autres mauvaises nouvelles, et l'humanité a oublié qu'elle fonce dans le

mur.

Il s'est évaporé mais en essaimant : selon [Wikipedia](#), il serait à l'origine du concept de « *développement durable* ». Sur le Net, l'on ne compte plus les commentaires qui rappellent sa leçon première : **une croissance illimitée est impossible dans un monde fini**. C'est dire qu'il est dans toutes les têtes mais, à l'instar de la fameuse [lettre volée](#) d'Edgard Poe, personne ne s'y arrête vraiment, personne ne prête vraiment attention à ce qu'il annonce, c'est-à-dire des **événements grandioses et inéluctables**.

Tous les jours nous parviennent des nouvelles alarmantes, – la dernière en date à l'heure où j'écris, l'ouragan Harvey, est en train de noyer Houston -, mais elles aussi sont « noyées » : dans une actualité dérisoire eu égard au sort presque imminent qui attend l'humanité.

L'on croit savoir mais l'on ne sait pas. L'on sait seulement que ce rapport annonce un déclin qui promet d'être colossal, que ce déclin est déjà amorcé et qu'il sera nettement perceptible d'ici la fin du siècle. L'on sait aussi beaucoup de choses sur la biodiversité, (qui se réduit de façon spectaculaire), sur la pollution, (qui touche toutes les espèces, sur les continents comme sur les océans), sur le réchauffement climatique, sur les données démographiques, les ressources énergétiques, etc. Mais le tableau d'ensemble est tellement énorme que **les faits avérés ne sont que des pixels dans notre conscience**. D'où l'idée de faire une synthèse pour essayer de mettre en évidence les phénomènes à l'œuvre.

Manifestations de la soif

Didier Mermin 13 octobre 2017

« On les appelle les « manifestations de la soif » : dans le sud du Maroc, des habitants protestent régulièrement contre les coupures d'eau récurrentes. A Rabat, la question a été érigée en priorité et le roi s'est lui-même inquiété de la « sécurité hydrique » du pays. »

La nouvelle est remarquable parce qu'elle contient tous les ingrédients d'une crise appelée à se reproduire de plus en plus fréquemment et un peu partout dans le monde.

- Tout commence (semble-t-il) par un « manque d'eau » qui oblige les autorités à faire des coupures dans la distribution : *« des familles restent plusieurs jours sans eau du robinet, d'autres n'y ont droit que quelques heures par jour »*.
- Quand de l'eau est disponible, elle est de très mauvaise qualité, pour ne pas dire non potable.
- Il en résulte une souffrance de la population qui suscite des manifestations, lesquelles se font réprimer par la police au titre de l'ordre public.
- La situation ne pouvant s'améliorer rapidement, manifestations et répression se durcissent : *« Les manifestants ont subi la répression, les insultes, l'humiliation. La ville est en état de siège »*. Des manifestants se font jeter en prison, leurs droits s'en trouvent menacés.
- A l'origine de la crise, l'on ne trouve que des phénomènes depuis longtemps comptés parmi les causes de l'effondrement annoncé :
 - Un « *déficit pluviométrique* » qui ne peut être qu'une conséquence du réchauffement climatique. C'est en tout cas ce qu'explique Jean-Marc Jancovici dans [cette vidéo](#) (à 4'), en soulignant que le pourtour méditerranéen sera

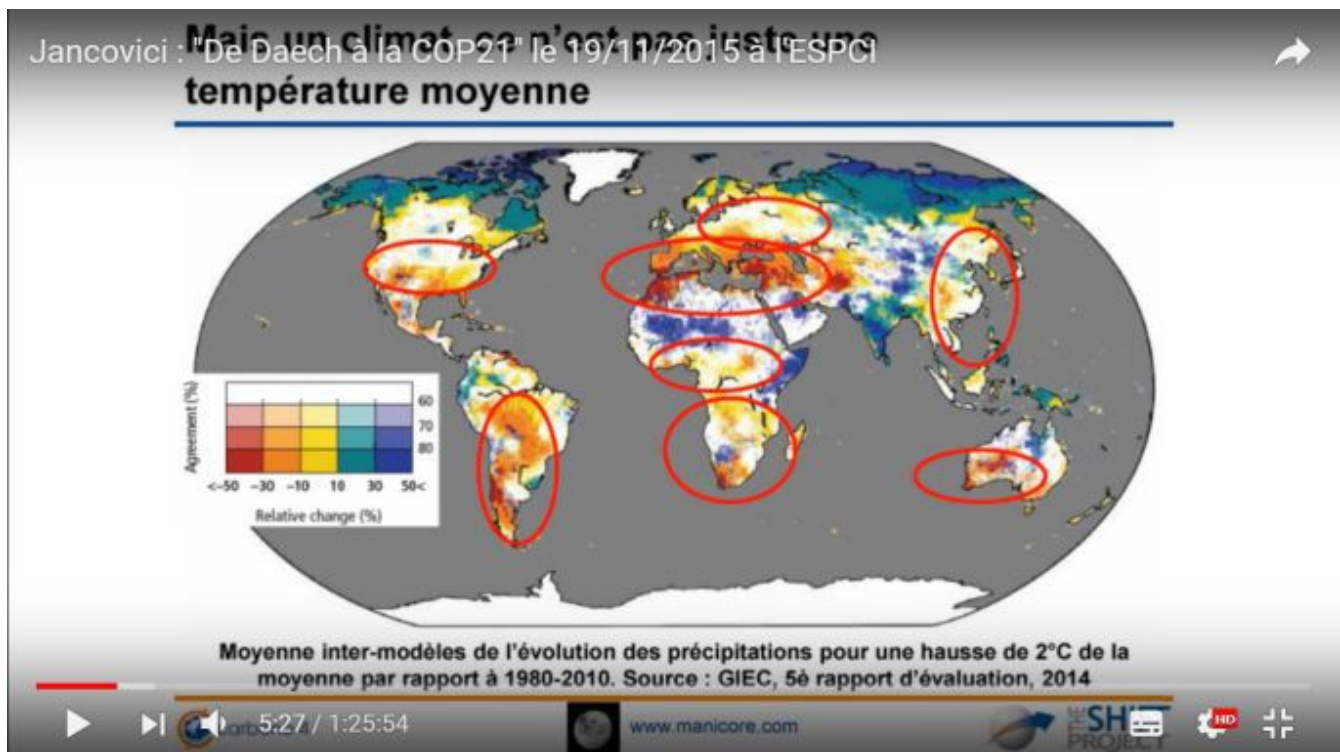
particulièrement touché.

- Une « *surexploitation des nappes phréatiques par l'agriculture* » au détriment des habitants.
- La crise étant déclenchée, il apparaît rétrospectivement que l'eau était « mal gérée » :
 - Les autorités semblent n'avoir rien vu des palliatifs auxquels la population doit recourir, sans doute depuis longtemps : « *les gens achètent de l'eau potable vendue dans des bidons* ».
 - Les autorités n'ont pas su réagir aux signaux d'alertes envoyés des pays voisins, (Tunisie et Algérie dans ce cas), à l'occasion de crises analogues.
 - Les autorités ne « se penchent » sur le problème qu'à cause de la crise : « *Du côté de l'exécutif, les réunions s'enchaînent pour trouver des solutions. Fin septembre, le chef du gouvernement Saad-Eddine El Othmani a promis des mesures d'urgence et d'ordre stratégique* ». »

L'article de Sciences et Avenir est avare de détails, mais, à s'en tenir aux faits relatés, et en supposant qu'ils soient vrais, l'on devine le contexte général dans lequel cette crise couvait probablement depuis des lustres : c'est celui d'un pays où **les structures administratives sont beaucoup plus faibles qu'en France**, et où rien ne peut contenir une autre soif : celle d'agriculteurs capitalistes plus soucieux de gains financiers que de partage équitable de la ressource hydrique.

Cette crise montre surtout que des perturbations graves, et imputables au changement climatique, sont déjà à l'œuvre : ce sont **les changements dans le régime des pluies**. Ils sont particulièrement graves car les déficits de pluviométrie ont des conséquences directes : les sols deviennent plus secs, les rendements agricoles diminuent, les arbres augmentent leur transpiration, donc émettent de l'H₂O au lieu de stocker du CO₂, et le tout favorise les incendies, ce qui ferme une boucle de rétroaction positive. Et ces changements étant structurels parce qu'ils découlent de modifications dans les cellules de Hadley, ils ne pourront que s'aggraver.

En résumé, comme le montre cette carte des « vulnérabilités » aux changements climatiques, les pays développés sont mieux protégés, (grâce à leurs organisations et leurs techniques), mais ils ne sont pas vraiment à l'abri. L'Europe, dotée sur la carte d'une « *vulnérabilité faible* » et d'une « *préparation élevée* », sera **atteinte indirectement par une immigration massive** en provenance d'Afrique et du Moyen Orient, d'autant plus que ce dernier est aussi ravagé par les guerres provoquées et entretenues par les Occidentaux : Irak, Libye et Syrie ont d'ores et déjà été ramenés à « l'âge de pierre ». Aussi outrancière que soit l'expression, il n'en demeure pas moins que ces États ont été extrêmement fragilisés, et qu'on les voit mal mettre en place une gestion de l'eau aussi efficace que dans les pays à « *préparation élevée* ».



Source : https://www.sciencesetavenir.fr/nature-environnement/dans-le-sud-marocain-des-manifestations-de-la-soif-contre-les-penuries-d-eau_117356

Sur la carte ci-dessus, les couleurs ont été choisies en fonction du degré de concordance entre les modèles, et en fonction des variations de pluviométrie qu'ils ont estimées, les zones blanches correspondant à une absence de concordance significative. L'on constate ainsi que **80% des modèles** sont d'accord pour prévoir une **très forte baisse des pluies au Maroc et dans le sud de l'Espagne**, c'est-à-dire exactement dans la région où surviennent aujourd'hui ces « *manifestations de la soif* »...

Les récents développements de notre délicate situation pétrolière

Par Gail Tverberg 13 mars 2018

Il serait impossible de raconter toute l'histoire du pétrole¹. Mais je peux peut-être donner un rapide aperçu de notre situation actuelle en matière de pétrole.

1. Il semble que nous en soyons déjà revenus au scénario « *prix du pétrole en chute et stocks qui grossissent* ».

Les stocks de pétrole brut aux États-Unis ont atteint un point bas le 19 janvier 2018, et ils ont commencé à remonter depuis, à un rythme moyen d'environ 365 000 barils par jour. Dans le même temps, les prix, aussi bien du Brent que du WTI, sont repartis à la baisse.

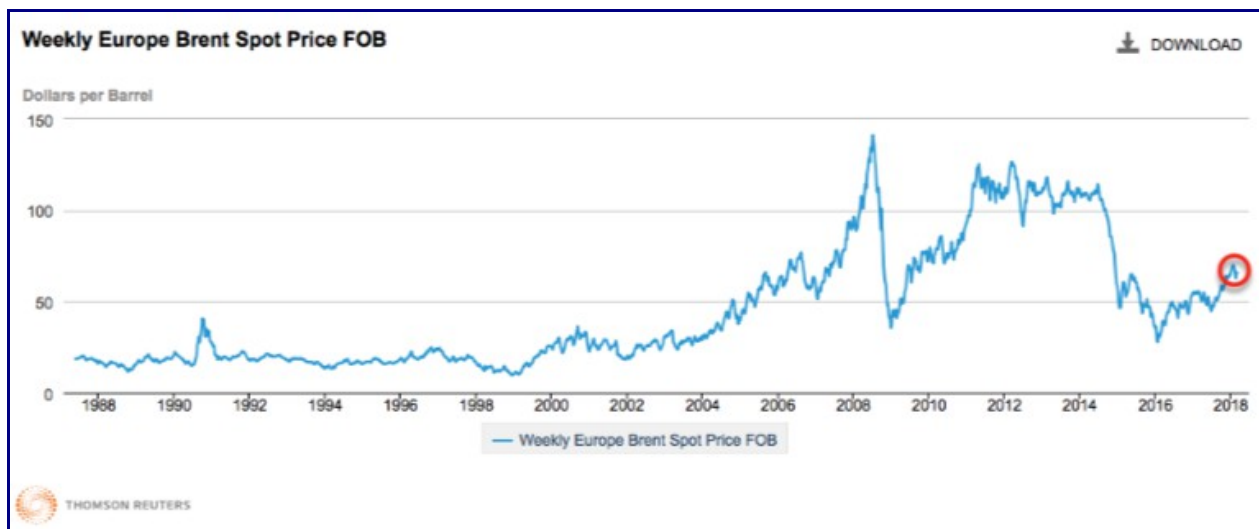


Figure 1. Prix du pétrole brut de Brent en moyenne hebdomadaire, d'après le site web de l'EIA, avec un cercle rouge mettant en évidence leur baisse récente.

Beaucoup de gens croient que le problème du pétrole, quand il arrivera, sera le fait d'*arriver à court de pétrole*. Ceux qui ont ce genre de croyances interprètent une surabondance de pétrole comme le signe que nous serions encore très loin de la moindre limite.

2. Une histoire autre que celle d'*arriver à court de pétrole* est celle selon laquelle l'économie est un système autoorganisé, soumis aux lois de la physique. Dans cette histoire, une *demande* de pétrole insuffisante a tout autant de chances de se produire que le fait d'*arriver à court de pétrole*.

On utilise du pétrole et des produits pétroliers pour créer absolument tout, même des emplois. Si tout ce dont les êtres humains avaient à leur disposition, c'est l'énergie du soleil, plus l'énergie que tous les animaux peuvent fournir, alors ils ressembleraient beaucoup à des chimpanzés. Tout ce qu'ils pourraient faire, c'est cueillir des produits végétaux et chasser quelques animaux faciles à attraper (des vers de terre et des grillons, par exemple). Ils ne pourraient certainement pas extraire du pétrole ou en trouver divers usages possibles.

Seule une économie autoorganisée permet de rendre possible l'extraction et la vente de produits énergétiques. Il faut un réseau complexe qui inclut :

- L'équipement pour extraire le pétrole ;
- La formation des ingénieurs et des autres travailleurs ;
- Des machines qui consomment du pétrole, comme des véhicules, des matériels agricoles, des équipements pour recouvrir les routes d'asphalte ;
- Un système financier pour rendre les transactions et l'achat de pétrole possibles ;
- Des acheteurs dont l'emploi est suffisamment bien rémunéré pour leur permettre d'acheter des produits fabriqués avec du pétrole.

Il est tout à fait possible que ce qui ne va pas dans cette économie se situe du côté des acheteurs. Il est possible que ceux qui achètent du pétrole ait un emploi, mais que celui-ci ne paie pas assez bien pour qu'ils puissent se permettre d'acheter ce que produit l'économie. La part de la population en mesure d'acheter des voitures peut se retrouver à être décroissante, par

exemple.

3. Il est possible qu'une hausse rapide récente de l'offre de pétrole contribue au décalage actuel entre offre et demande.

Les données publiées par l'Energy Information Administration, du département étasunien de l'énergie, indiquent que l'offre en pétrole aux États-Unis a récemment commencé à augmenter. Il ne s'agit pas juste d'une hausse de la production de pétrole brut. La production de gaz naturel est elle aussi plus élevée. Du coup, la production d'hydrocarbures tous liquides des États-Unis aurait dépassé les 16 millions de barils par jour en novembre 2017.

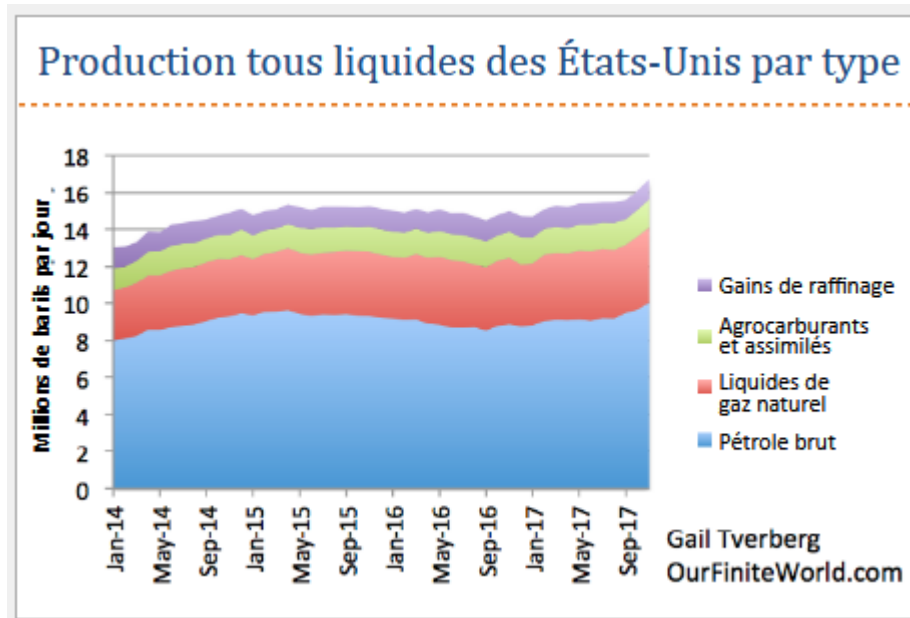


Figure 2. Production tous liquides des États-Unis, d'après les données internationales sur l'énergie fournies par l'EIA.

Comme on pouvait s'y attendre, dans le reste du monde, la production de pétrole a été relativement stable.

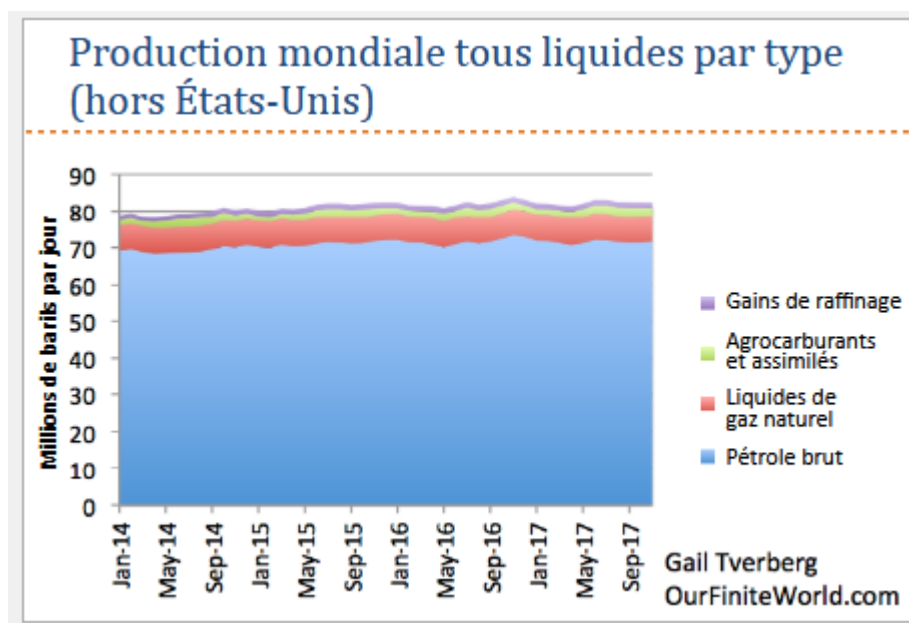


Figure 3. Production mondiale tous liquides hors États-Unis, d'après les données internationales sur l'énergie de l'EIA jusqu'en novembre 2017.

La production mondiale totale, qui combine les quantités que montrent les figures 2 et 3, a battu un nouveau record, à 99,1 millions de barils de pétrole par jour pour novembre 2017, d'après les données de l'EIA. Ce niveau dépasse celui de novembre 2016, qui était le record précédent, à 98,9 millions de barils par jour.

Avec un niveau de production aussi élevé, il n'est guère surprenant que l'économie ne puisse pas absorber la totalité de l'offre supplémentaire.

Se posent aussi un certain nombre de problèmes qui affectent la demande en pétrole des acheteurs.

4. Le pourcentage de résidents étasuniens qui peuvent se permettre d'acheter une nouvelle voiture semble baisser avec le temps.

Si on regarde le nombre de voitures vendues aux États-Unis pour 1 000 habitants, on constate un motif en forme de bosses de plus en plus basses, à mesure que la part de la population qui peut s'offrir une nouvelle voiture diminue un peu plus chaque année. Les grosses baisses se produisent au moment des périodes de récession marquées en gris dans la figure 4.

Nombre de voitures vendues aux États-Unis pour 1 000 habitants

Figure 4. Nombre de voitures de tourisme et de camionnettes légères achetées par an aux États-Unis pour 1 000 habitants.

Le graphique d'origine a été publié par la Réserve fédérale de Saint-Louis (FRED) ; j'en ai modifié le titre, car les unités du graphique d'origine étaient déroutantes.

Le premier pic qu'a connu cette courbe s'est produit en 1978, au niveau de 67,3 voitures pour 1 000 habitants. Le second pic, légèrement plus faible, s'est produit en 1986, à 66,7 voitures pour 1 000 habitants. Le troisième pic s'est produit en l'an 2000, au niveau de 61,5 voitures pour 1 000 habitants. Le quatrième pic est intervenu en 2015, à 51,6 voitures pour

1 000 habitants. Les valeurs au début de l'année 2018 suggèrent que la tendance à la baisse du nombre de voitures vendues pour 1 000 habitants va se poursuivre.

L'une des raisons de cette baisse est que les véhicules durent plus longtemps, ce qui fait que le besoin d'acheter une nouvelle voiture ne se fait pas ressentir aussi souvent. Mais disposer d'une voiture bon marché et avec une courte durée de vie offre un avantage, si cela rend les voitures accessibles à une part plus importante de la population totale. Quelqu'un qui dispose d'un véhicule est bien mieux capable de faire partie de la main-d'œuvre du pays. Or les taux d'activité aux États-Unis ont atteint un maximum vers l'an 2000, c'est-à-dire à peu près au moment où l'accessibilité des voitures connaissait son troisième pic.

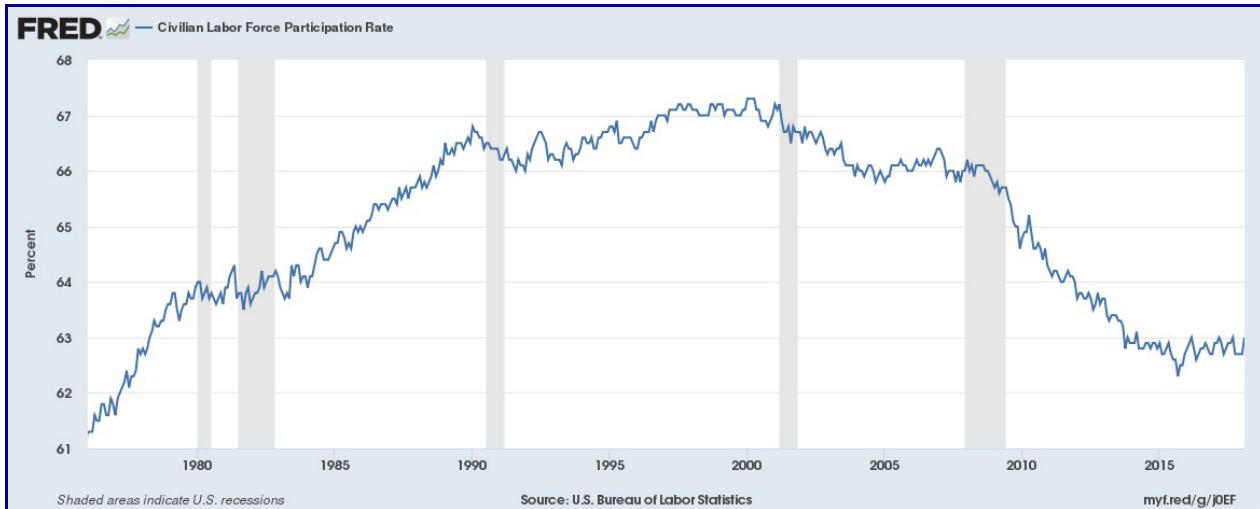


Figure 5. Taux d'activité aux États-Unis. Graphe de la Réserve fédérale de Saint-Louis (FRED).

5. Le coût de la propriété automobile a fortement augmenté entre 1995 et 2008. Il a reculé depuis lors, mais il reste encore élevé, rapporté au salaire de nombreux travailleurs.

L'un des moyens possibles pour estimer le coût que génère le fait d'être propriétaire d'une voiture est d'utiliser le niveau de l'indemnité kilométrique autorisée le gouvernement fédéral étasunien, qu'utilisent les entreprises pour payer les travailleurs qui utilisent leur propre véhicule à titre professionnel.

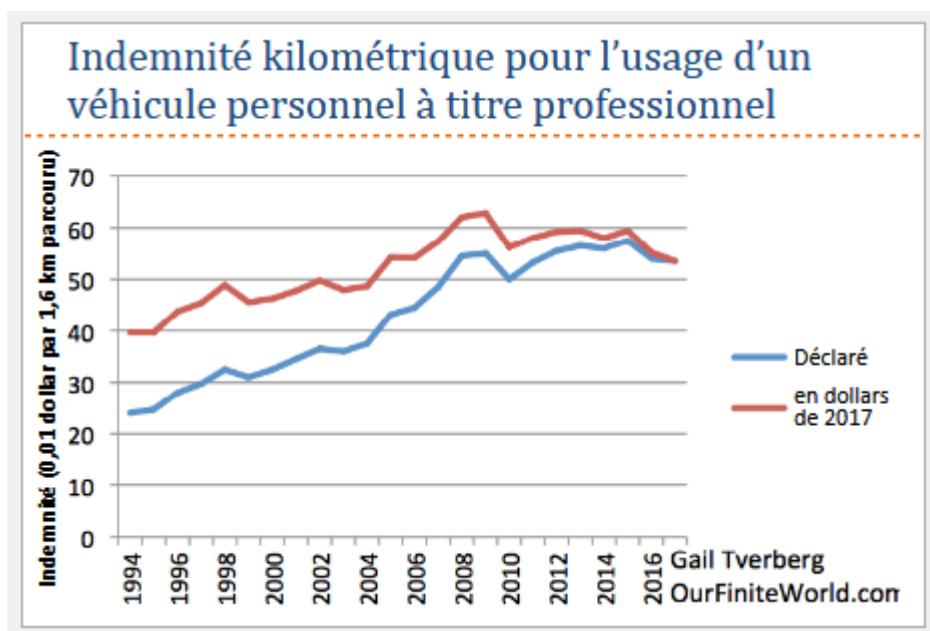


Figure 6. Indemnité kilométrique de l'usage d'un véhicule personnel à titre professionnel, telle que compilée dans [cette liste](#). Les montants sont présentés « tel que déclarés », et exprimés en dollars de 2017 (d'après les chiffres d'inflation de CPI Urban).

Ces coûts ont atteint un maximum vers 2008, et cela s'est aussi traduit par un niveau d'indemnité kilométrique élevé pour 2009. Depuis, les acheteurs de voitures ont pu bénéficier de prêts à plus long terme et de taux d'intérêt très bas. Si jamais les taux d'intérêt remontent, on peut s'attendre à ce que la part de la population qui achète une nouvelle voiture, ou la loue en longue durée, se réduise encore par rapport au niveau qu'indique la figure 4.

6. Construire des logements exige aussi de consommer du pétrole. Depuis 2008, la construction résidentielle aux États-Unis a connu une baisse très nette, à la fois en termes absolus et par habitant.

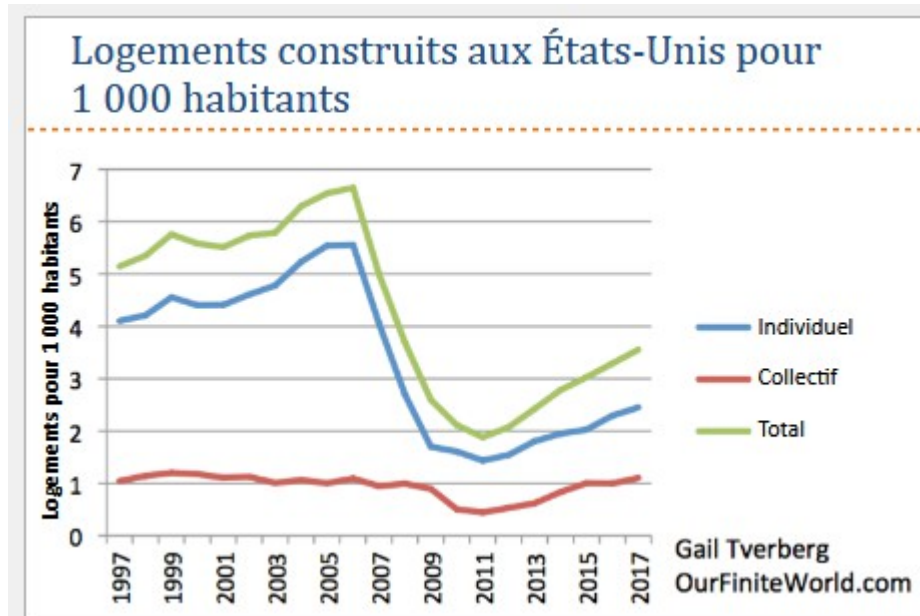


Figure 7. Nombre de logements terminés aux États-Unis rapportés à la population. Les données de logements proviennent du Census Bureau ; les chiffres de population proviennent du résumé de données démographiques de l'ONU 2017.

La construction de logements participe de la demande de pétrole. Il faut du pétrole pour transporter tous les matériaux utilisés (bois d'œuvre, bardage, câblage, tuyaux, appareils électroménagers) jusqu'à l'endroit où le logement sera construit. De plus, nombre de matériaux utilisés dans la construction de maison et d'immeubles résidentiels sont fabriqués à l'aide de produits pétroliers.

Le nombre de logements construits dépend du nombre de nouveaux ménages qui peuvent s'offrir leur propre logement. Le faible niveau de construction de logements donne l'impression que l'économie continue de suivre un schéma où les jeunes adultes restent beaucoup plus longtemps chez leurs parents qu'avant. Si l'on part du principe qu'il faut remplacer les bâtiments tous les 75 ans, un calcul de coin de table suggère qu'il faut construire, chaque année, environ 6 logements pour 1 000 habitants. Pour suivre la croissance de la population, ce sont environ 2,5 logements pour 1 000 habitants qu'il faudrait encore construire s'il était possible de moderniser et rénover presque à l'indéfinit les bâtiments existants.

Le fait que le nombre de logements construits soit aussi faible réduit le nombre d'emplois disponibles dans l'industrie du bâtiment. Le manque d'emplois dans ce secteur contribue à réduire la demande de pétrole, car les travailleurs du bâtiment utilisent leurs salaires pour acheter pour eux-mêmes des biens comme de la nourriture et des voitures. Et la nourriture qu'ils achètent est cultivée et transportée grâce à des véhicules qui roulent au pétrole.

Le manque de construction de logements contribue également au problème de sans-abris du pays. Si le pays disposait de bien plus d'appartements bon marché, les sans-abris seraient moins nombreux.

7. Il n'existe plus de prix du pétrole qui satisfasse à la fois les pays exportateurs de pétrole et les pays importateurs de pétrole. Les prix du pétrole actuels sont trop faibles pour les pays exportateurs de pétrole.

Dès début 2014, j'ai commencé à [parler du fait que les producteurs de pétrole se plaignaient de prix du pétrole trop bas](#). À cette époque, les compagnies pétrolières faisaient référence aux prix de 2013, situés au-dessus de 100 dollars. Elles disaient que des prix légèrement supérieurs à 100 dollars ne suffisaient pas à leur apporter assez de fonds pour pouvoir réinvestir dans de nouveaux champs. Désormais, les prix tournent autour de 65 dollars, ce qui est encore plus éloigné du niveau de prix dont elles avaient besoin.

Les pays exportateurs de pétrole sont particulièrement insatisfaits des prix bas actuels, car ils ont besoin de prix élevés pour percevoir les recettes fiscales dont ils ont besoin. C'est la raison pour laquelle les membres de l'OPEP et la Russie ont limité la production. Leur objectif est de compenser la surabondance de pétrole qui part dans les stocks, et ainsi faire monter les prix.

Cependant, il n'est pas du tout évident que dans les pays importateurs de pétrole, les consommateurs puissent réellement supporter des prix plus élevés. Le fait que les prix du pétrole de Brent n'aient pas pu rester plus d'une semaine au-dessus de 70 dollars le baril en 2018 (cf. cercle rouge dans la figure 1) suggère que les consommateurs des grands pays importateurs de pétrole ne peuvent pas vraiment supporter des prix élevés du pétrole de manière prolongée. J'ai déjà indiqué dans de précédents articles qu'un prix durablement supportable et qui n'exige pas d'ajouter une quantité énorme de dette chaque année se situait seulement aux alentours de 20 dollars le baril.

8. Si on analyse les chiffres d'achats de véhicules par pays, on peut voir que depuis 2014, les bas prix du pétrole semblent aider les principaux pays importateurs de pétrole, mais ont été dommageables aux pays émergents dont l'économie dépend fortement de la production de matières premières.

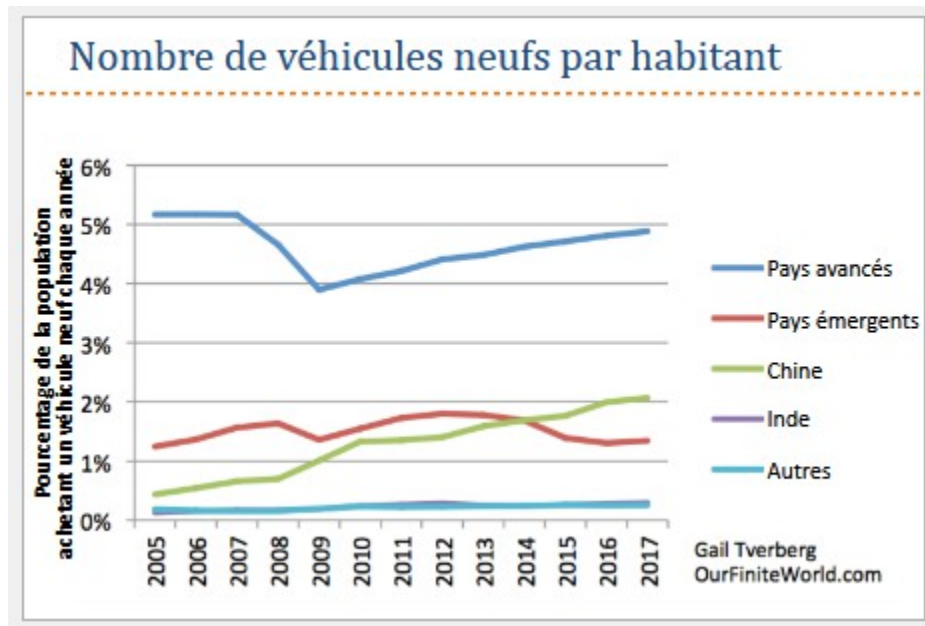


Figure 8. Nombre de véhicules neufs (voitures particulières et utilitaires) achetés par habitant pour un certain nombre de groupes de pays.

Les chiffres indiqués proviennent des [estimations par pays de l'OICA](#).

Sur ce graphe, le groupe des « Pays avancés » correspond aux pays suivants :

- Les États-Unis ;
- Les pays d'Europe ;
- Le Japon ;
- Le Canada ;
- L'Australie.

Dans ces pays, la croissance des ventes automobiles est à nouveau orientée à la hausse, même si elle n'a pas retrouvé son niveau d'avant la crise de 2008. On retrouve plus ou moins le même phénomène que celui que mettait en évidence la [figure 4](#) pour les États-Unis pris isolément. La principale différence se situe au cours des deux dernières années, durant lesquelles les variations de taux de change ont pu stimuler les ventes de véhicules dans les autres pays de ce groupe.

Dans la figure 8, le groupe des « Pays émergents » correspond aux pays suivants :

- Le Brésil ;
- La Russie ;
- L'Afrique du sud ;
- La Corée du sud ;
- La Malaisie ;
- La Mexique.

Il regroupe plusieurs pays dont l'économie dépend du pétrole ou d'autres matières premières, excepté peut-être la Corée du sud, qui ressemblerait peut-être davantage aux pays industrialisés du premier groupe. Dans ce second groupe de pays, on constate un ralentissement des achats de véhicules au cours des trois dernières années, à un moment où les prix des matières premières étaient particulièrement bas. Si les prix du pétrole avaient été plus élevés, ce groupe de pays aurait probablement acheté plus de véhicules.

La figure 8 montre que les ventes automobiles en Chine ont connu une croissance rapide. En fait, en termes de ventes par habitant, la Chine a surpassé la moyenne des « Pays émergents ». L'année dernière, la croissance des ventes automobiles en Chine a cessé d'accélérer, mais la population chinoise étant énorme, le nombre de véhicules vendus en valeur absolue reste très élevé : 29,1 millions de véhicules, contre 17,6 millions pour les États-Unis et 20,9 millions pour l'Europe.

Étonnamment, le reste du monde, l'Inde y compris, représentent un faible nombre de véhicules vendus. Sur la figure 8, leurs courbes se chevauchent tout en bas du graphique.

9. La pression politique en faveur d'une hausse des taux d'intérêt et de la revente des titres acquis par les banques centrales dans le cadre de programmes d'assouplissement quantitatif aura tendance à réduire les prix du pétrole et à accentuer la surabondance de pétrole.

J'ai déjà traité de certains de ces sujets dans [Augmenter les taux d'intérêt, c'est comme déclencher une réaction en chaîne](#). Lorsque les taux d'intérêt sont plus élevés, les économies sont poussées vers la récession. Les dépenses discrétionnaires de toutes sortes se trouvent réduites. Il est presque certain que la consommation du pétrole sera elle aussi réduite. Cela pourrait abaisser les prix du pétrole de manière importante, comme ce fut le cas en 2008 (cf. figure 1).

10. Dans une large mesure, la Chine a aidé à maintenir une consommation mondiale de pétrole soutenue, grâce à son économie en croissance rapide. Elle fait désormais souffler des vents contraires.

Le Fonds monétaire international a récemment publié un graphique qui montre que la dette de la Chine croît de manière très rapide, mais que sa croissance économique ralentit. La combinaison de ces deux phénomènes pourrait très facilement conduire à une crise du crédit.

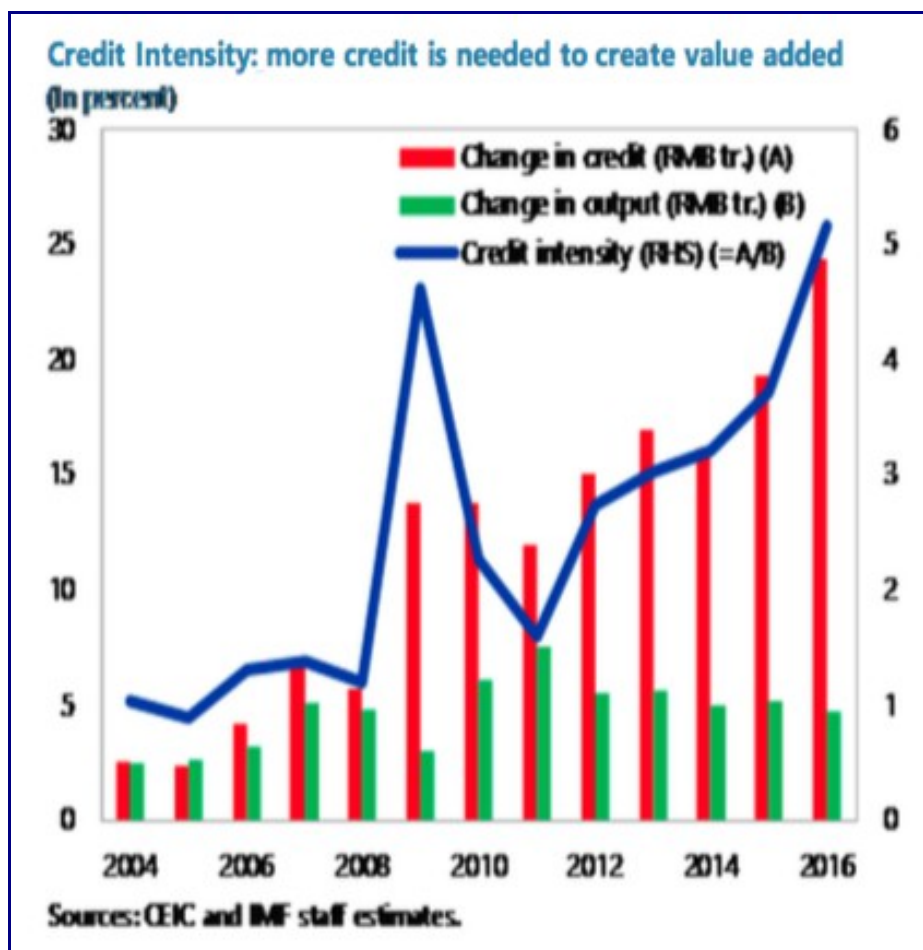


Figure 9. Graphique extrait d'une publication du FMI intitulée *Booms du crédit : la Chine est-elle différente ?*

Aujourd'hui, le reste du monde dépend de la Chine pour de nombreux biens importés. Si la Chine devait faire rencontrer des problèmes, cela affecterait aussi, indirectement, la demande de pétrole dans les autres pays.

Même l'interdiction récente de la Chine d'importer certains types de matériaux à recycler pourrait avoir des conséquences négatives sur la demande de pétrole. Très souvent, si un conteneur part de la Chine pour aller aux États-Unis ou en Europe, il n'y a pas de conteneur rempli de marchandises exportées qui repart vers la Chine, sauf des produits à recycler. Si la Chine refuse de réaliser ce recyclage, les conteneurs devront repartir à vide.

En général, le recyclage exige d'être subventionné. Une partie de cette subvention sert à payer le coût d'expédition vers la Chine des produits à recycler. Si la Chine renonce à recycler ces produits, il n'y aura plus de paiement effectué pour expédier des matériaux dans les conteneurs devenus vides. Si elles veulent rester rentables, les compagnies maritimes devront alors facturer plus qu'un aller simple aux pays exportateurs. Ce coût accru, en soi, va être un frein dissuasif au commerce. À bien des égards, le coût d'expédition accru fonctionnera comme une barrière douanière.

Conclusion

Je m'attends à ce que la direction générale que prennent les prix du pétrole soit plus ou moins à la baisse, surtout si les taux d'intérêt augmentent. Une perturbation financière majeure, de quelque nature que ce soit, aurait un effet similaire. On peut s'attendre à des surabondances de pétrole combinées à des prix plus bas.

De nombreuses organisations, [y compris l'AIE](#), ont mis en garde contre les pénuries de pétrole en raison des investissements insuffisants réalisés dans la mise en exploitation de nouveaux champs de pétrole. Les pénuries de pétrole, et d'énergie en général, ont une multitude d'effets néfastes sur les économies. L'un de ces effets est la perte d'emplois, parce qu'un emploi exige de consommer de l'énergie, par exemple lorsqu'il s'agit de livrer des marchandises avec un camion. Si le nombre de gens au chômage augmente, la demande de pétrole sera moindre.

Il n'est donc pas du tout évident qu'une pénurie de pétrole conduise à des prix élevés. Cela peut très bien conduire à des prix plus bas. Beaucoup de gens restent déconcertés face à cela, parce que le mot *demande* donne une vision trompeuse du mécanisme en jeu. Le manque de demande vient de la partie de la population qui n'a pas les moyens de se payer des voitures et des logements. Cela vient aussi des coupes budgétaires dans les dépenses publiques, et des entreprises qui font faillite. Dans un système interconnecté, même des banques qui font faillite ont tendance à réduire la demande de pétrole.

Les pénuries de pétrole et d'énergie ont tendance à avoir un autre effet négatif, à savoir les conflits et les guerres. Le fait que les États-Unis semblent vouloir faire croître leur production d'énergie au mépris manifeste des pays qui essaient de réduire la leur, pourraient bien rendre très en colère certains pays exportateurs de pétrole. Il n'est pas impossible que cela sème les graines d'une autre guerre.

Les économistes ne semblent pas comprendre que les taux de croissance du PIB ne disent pas grand-chose du bien-être des gens dans une économie. L'un des problèmes majeurs est celui des disparités de revenus. Si les gens avec un salaire très faible sont nombreux, cela va probablement créer une pression à la baisse sur les ventes automobiles et l'achat de produits pétroliers. Les économistes ont tendance à croire que tout va bien, et que la croissance va durer, jusqu'au jour où une crise majeure se produit.

Remarques :

↑ [1] NdT : Cette tâche « impossible », à savoir raconter la saga du pétrole et de son emprise sur le monde, un Français l'a néanmoins réalisée : Matthieu Auzanneau, dans son ouvrage [Or Noir – La grande histoire du pétrole](#)), pour lequel il a notamment reçu le Prix spécial de l'Association des économistes de l'énergie en 2016.

[Mensonge latent:]

Le rapide essor de l'autobus électrique

Philippe Gauthier 7 mai 2018

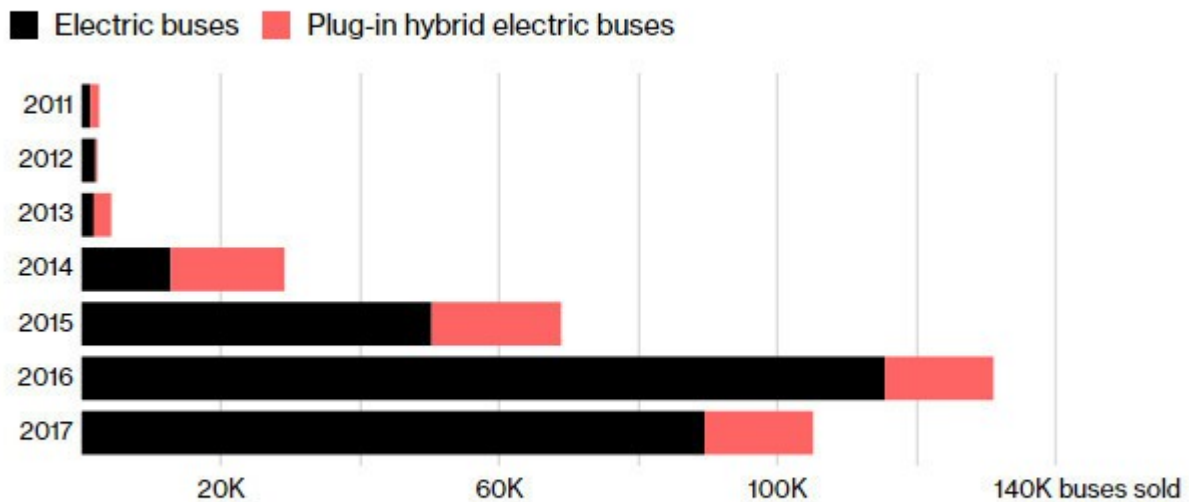
[NYOUZ2DÉS: il n'y a aucun avenir dans le domaine des autobus électriques (ni des

voitures électriques). Il faut une infrastructure industrielle à base d'énergies fossiles pour permettre aux véhicules électriques d'exister. Pire: puisque que ce sont les divers gouvernements (municipaux et nationaux par exemple) qui achètent des autobus, il faut des finances nationales en bon état pour que ces services public fonctionnent. Or, tous les pays du monde sont totalement en faillite. Le seul moyen de transport où il y a de l'avenir est la marche à pied. Article vraiment médiocre de Philippe Gauthier. Nous ne sauverons pas le Titanic du naufrage en jetant un verre d'eau par-dessus bord.]

Si la diffusion des voitures et des camions électriques reste lente, on ne peut pas en dire autant des autobus électriques, dont l'heure semble venue. En Chine, les véhicules électriques représentaient déjà 17 % de la flotte d'autobus en 2017. Les villes chinoises mettent 9 500 nouveaux autobus électriques en circulation chaque mois. Pour le moment, 99 % des quelque 385 000 autobus électriques du monde roulent en Chine, mais le reste de la planète commence à emboîter le pas.

Driving the Revolution

China electric bus sales



Source: Bloomberg New Energy Finance

Ventes annuelles d'autobus électriques (noir) et hybrides (rose) en Chine.

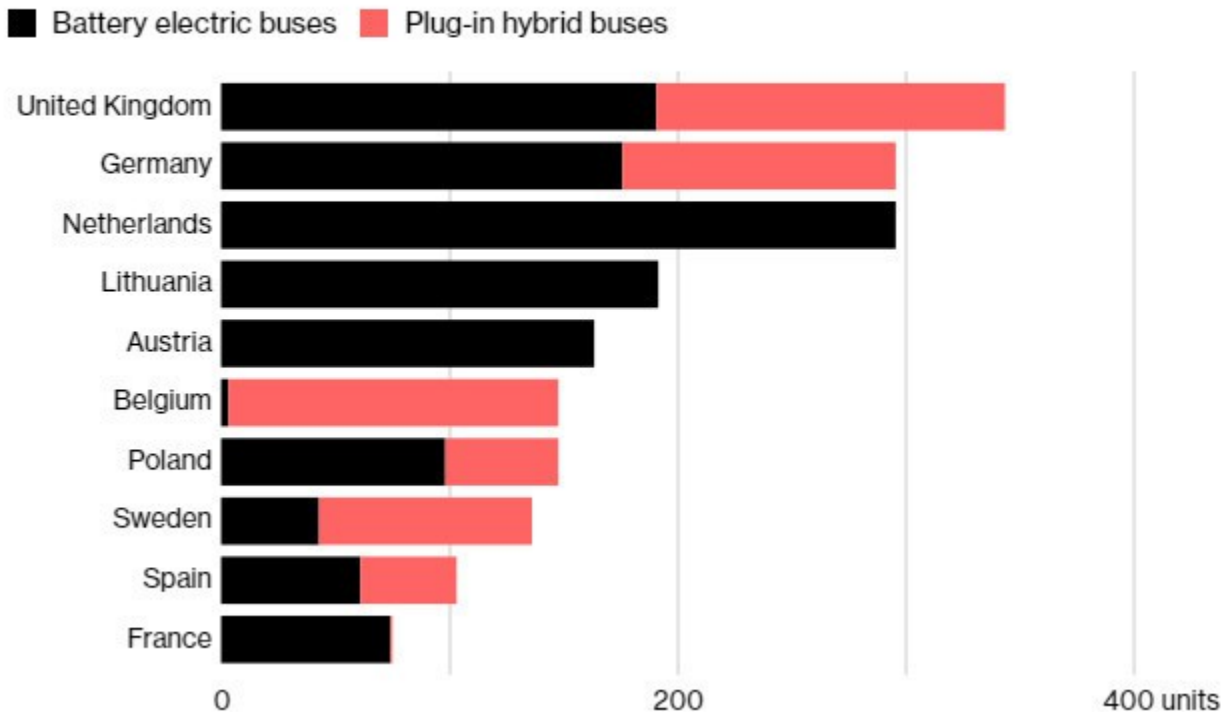
Le mode d'organisation des transports en commun et la nature des autobus facilitent l'adoption de véhicules électriques. Une autonomie modérée suffit et les véhicules restent relativement légers et lents, ce qui réduit la consommation d'énergie. Les arrêts fréquents favorisent aussi le freinage régénératif. La recharge a lieu dans des dépôts centralisés selon des horaires prévisibles et la gestion des flottes est souvent plus axée sur les coûts opérationnels que sur les coûts d'acquisition des véhicules.

La consommation de pétrole en Chine est de l'ordre de 12 millions de barils par jour. On estime que la flotte chinoise de véhicules électriques (voitures comprises) permettra de la réduire d'environ 279 000 barils par jour cette année, une hausse de 37 % par rapport à 2017. Les autobus représenteraient à eux seuls 233 000 barils sur ce total, l'équivalent d'environ 2 % de

la consommation pétrolière du pays. Le mix électrique très carboné de la Chine limite l'impact de ces économies sur les émissions de carbone, mais dans un monde inquiet de l'avenir des approvisionnements pétroliers, la perspective de réduire la consommation pétrolière de plus de 10 % simplement en électrifiant 100 % des autobus est séduisante.

Ramping Up

Top-10 European electric bus fleets, 2017



Principales flottes de véhicules électriques (noir) et hybrides (rose) en Europe en 2017.

L'Europe et l'Amérique du Nord sont en retard sur la Chine en matière d'électrification des autobus, mais l'intérêt grandit rapidement. Beaucoup de pays évaluent des véhicules électriques, bien que les décideurs semblent encore hésiter entre les véhicules à batterie et les hybrides rechargeables. En 2017, la Grande-Bretagne disposait de 344 autobus électriques. C'était la plus grande flotte de ce genre en Europe, dépassant de peu les efforts de l'Allemagne et de la Hollande. En Amérique du Nord, la ville de Montréal disposait à elle seule de 158 autobus hybrides à la fin de 2017, un nombre qui passera à 300 dès 2020.

L'autobus électrique semble donc avoir atteint une maturité technologique suffisante et bien répondre aux besoins des flottes de transport en commun. Il ne serait pas étonnant de le voir se généraliser ces prochaines années, alors que les voitures et les camions seront encore très largement alimentés au pétrole. Par contre, dans les économies qui dépendent plus de la voiture que celle de la Chine, l'impact sur la demande en carburant pourrait être limité. Les autorités britanniques estiment qu'électrifier à 100 % leur flotte d'autobus ne réduirait que de 0,7 % la consommation nationale de diesel.

Source :

[Electric Buses Are Hurting the Oil Industry](#)

Énergie grise

Wikipedia : https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89nergie_grise

L'**énergie grise** ou **énergie intrinsèque** est la quantité d'énergie nécessaire lors du cycle de vie d'un matériau ou d'un produit : la production, l'extraction, la transformation, la fabrication, le transport, la mise en œuvre, l'entretien et enfin le recyclage, à l'exception notable de l'utilisation. En effet, l'énergie que nécessite l'utilisation est une énergie directe, qui ne rentre pas dans le champ sémantique de l'énergie grise, énergie indirecte par essence. Chacune de ces étapes nécessite de l'énergie, qu'elle soit humaine, animale, électrique, thermique ou autre. En cumulant l'ensemble des énergies consommées sur l'ensemble du cycle de vie, on peut prendre la mesure du besoin énergétique d'un matériau ou d'un produit. L'énergie grise est une énergie cachée, indirecte, au contraire de l'énergie liée à l'utilisation, que le consommateur connaît, ou peut connaître aisément.

L'affichage de l'énergie grise peut guider ou renseigner les choix notamment en vue de réduire l'impact environnemental.

Sommaire

- [1 Définition](#)
 - [1.1 Exemples](#)
- [2 Énergie grise appliquée au bâtiment](#)
 - [2.1 Exemples de bilan d'énergie grise](#)
 - [2.2 Énergie grise de différents matériaux](#)
 - [2.2.1 Métaux](#)
 - [2.2.2 Canalisations](#)
 - [2.2.3 Murs porteurs](#)
 - [2.2.4 Enduits](#)
 - [2.2.5 Charpente](#)
 - [2.2.6 Cloisons légères](#)
 - [2.2.7 Isolation thermique](#)
 - [2.2.8 Couverture](#)
- [3 Énergie grise énergétique](#)
 - [3.1 Électricité](#)
- [4 Énergie grise dans les transports](#)
 - [4.1 Énergie grise d'une auto](#)
 - [4.1.1 Énergie grise liés aux carburants](#)
 - [4.1.2 Énergie grise liée à la construction routière](#)
 - [4.1.3 Autre](#)
- [5 Informatique](#)
- [6 Notes et références](#)
 - [6.1 Notes](#)
 - [6.2 Références](#)
- [7 Voir aussi](#)
 - [7.1 Bibliographie](#)

- [7.2 Articles connexes](#)
- [7.3 Liens externes](#)

Définition

En théorie, un bilan d'énergie grise procède au cumul de l'énergie dépensée lors :

- de la [conception du produit](#) ou du service ;
- de l'extraction et du [transport](#) des matières premières ;
- de la transformation des matières premières et la [fabrication](#) du produit ou du service ;
- de la commercialisation ;
- de l'entretien, des réparations, des démontages du produit dans son cycle de vie ;
- du [recyclage](#) du produit en fin de vie.

L'énergie incorporée est un concept proche de l'énergie grise, mais elle n'inclut pas l'énergie nécessaire en fin de vie du produit pour son recyclage, ou sa destruction et mise au rebut.

Pour l'[Office fédéral de l'énergie](#) suisse, l'énergie grise se limite à la consommation d'énergie primaire non renouvelable¹.

Exemples

La consommation énergétique moyenne d'un Français ne serait visible qu'à hauteur d'un quart : c'est la consommation d'énergie au sens classique du terme. Les trois quarts restants correspondraient à l'énergie grise, soustraite à notre vue, et dont nous n'avons le plus souvent pas conscience². Selon l'office statistique fédéral [allemand](#), les ménages allemands consomment de l'énergie directement à hauteur de 40 %, et consomment de l'énergie grise à hauteur de 60 %³.

Par ailleurs, dans le cadre de la [mondialisation](#), il s'avère que les pays industrialisés exportent de l'énergie grise vers les pays peu industrialisés, ou qui ont perdu des pans entiers de leur industrie. C'est ainsi que la [Chine](#) est devenue au cours du temps un grand exportateur d'énergie grise⁴ et même à hauteur d'environ 30 % de sa production d'énergie² ; l'[Allemagne](#) exporte de l'énergie grise vers la [France](#)⁵. À cet égard, même si les émissions de CO₂ ne sont pas directement liées à l'énergie grise (on sait qu'en fait une [forte corrélation](#) existe entre les deux), il est symptomatique de constater que, selon les statistiques officielles du gouvernement français, les Français émettent huit tonnes de CO₂ par an et par personne. Mais si on tient compte des émissions liées à la fabrication à l'étranger des produits qu'ils consomment, les émissions de CO₂ par Français et par an passent à douze tonnes^{6,7}, soit 50 % de plus que le chiffre affiché précédemment. Pire, si les émissions par personne et par an produites en France ont bien baissé depuis 1990, les émissions globales par personne et par an qui tiennent compte des émissions liées à la fabrication à l'étranger de ce qui est consommé en France ont augmenté depuis cette même date⁵. La baisse apparente de la consommation d'énergie résulte avant tout d'une délocalisation de la production des produits utilisés en France. Une réduction très significative des déchets, telle que la propose la démarche « [zéro déchet](#) », aurait pour avantage de réduire l'énergie grise. Les [low-techs](#) autorisent également la diminution de l'énergie grise⁸. Les [techniques de pointe](#), telles que celles mises en œuvre pour produire les puces

électroniques nécessitent au contraire une grande quantité d'énergie⁹.

L'[obsolescence programmée](#) constitue un grave problème, qu'il convient de résoudre si l'on veut réduire la part de l'énergie grise dans la consommation totale d'énergie. Les [Repair Cafés](#) s'y emploient¹⁰. Les [Amis de la Terre](#) recommandent d'étendre la durée de garantie légale de deux ans (comme c'est le plus souvent le cas) à dix ans¹¹. D'un point de vue industriel, eu égard au bon [taux de retour énergétique](#) de l'[énergie solaire thermique](#), on peut imaginer que les usines qui fonctionnent à base de chaleur solaire sont appelées à un avenir brillant¹². Pour les usines situées dans des régions où l'ensoleillement est plus faible, le recours à la [cogénération](#) s'impose. Dans son nouveau scénario actualisé^{13,14}, l'[association négaWatt](#) souligne la nécessité de la diminution de l'énergie grise. Ainsi, elle prévoit un développement du recyclage, ainsi qu'une diminution des emballages. Dans l'habitat, l'association prône le recours plus poussé aux matériaux naturels, tels que le bois. L'énergie grise des bâtiments est si élevée que l'association préconise une réorientation de la politique qui consiste à démolir puis reconstruire les bâtiments mal isolés thermiquement, vers une autre politique plus centrée sur la rénovation thermique des bâtiments existants.

Énergie grise appliquée au bâtiment

Dans la filière du bâtiment, la recherche d'économies d'énergie permet d'atteindre depuis les années 2000 le stade de l'« [habitat passif](#) » c'est-à-dire sans chauffage central, ou encore du « [bâtiment basse consommation](#) ». Leur performance énergétique a atteint un tel niveau qu'il n'y a pratiquement plus besoin d'énergie pour les chauffer ou les éclairer. Les enjeux se sont maintenant déplacés sur l'énergie grise : il y a beaucoup d'énergie grise incorporée dans les matériaux et dans la construction du bâtiment. Elle représente de 25 à 50 ans de consommation dudit bâtiment.

La connaissance de l'énergie grise incorporée dans un bâtiment permet d'apprécier la pression que sa construction exerce sur les ressources naturelles.

Exemples de bilan d'énergie grise

Les métaux et les matières synthétiques incorporent beaucoup d'énergie grise. Les produits qui viennent de loin également. Les matériaux les moins transformés et consommés proches de leur lieu de production contiennent peu d'énergie grise.

Dans le bâtiment, pour minimiser l'énergie grise, on recherche autour du lieu de la construction les matériaux végétaux (chanvre, bois, paille, lin, liège), animaux (laines de mouton, plumes de canard) ou minéraux (terre crue, pierres, galets).

Les matériaux suivants ont été classés dans l'ordre du moins gourmand au plus gourmand en énergie grise :

- [Bottes de paille](#): 0,001 MWh/m³ ;
- [Bois](#) : 0,1 à 0,6 MWh/m³ ;
- [Béton cellulaire durci en autoclave](#) : 0,54 MWh/m³ ;
- [Bloc de béton manufacturé](#) : 0,7 MWh/m³ ;
- [Polystyrène expansé](#) : 0,3 à 0,85 MWh/m³ ;

- [Brique](#) pleine : 1,2 MWh/m³ ;
- [Béton armé](#) : 1,85 MWh/m³ ;
- [Acier](#) recyclé : 24 MWh/m³ ;
- Acier primaire : 52 MWh/m³ ;
- [Cuivre](#) 140 MWh/m³ ;
- [Zinc - titane](#) 180 MWh/m³ ;
- [Aluminium](#) 190 MWh/m³.

Ces différents matériaux ne sont toutefois pas comparables car leurs utilisations et performances sont différentes.

Énergie grise de différents matériaux

D'après le site ecoconso.be¹⁵

Métaux

- [acier](#) : 60 MWh/m³ ;
- [cuivre](#) : 140 MWh/m³ ;
- [zinc](#) : 180 MWh/m³ ;
- [aluminium](#) : 190 MWh/m³ ;

Canalisations

- [Tuyau](#) en grès : 3,2 MWh/m³ ;
- Tuyau fibrociment : 4 MWh/m³ ;
- Tuyau [PVC](#) : 27 MWh/m³ ;
- Tuyau d'[acier](#) : 60 MWh/m³ ;

Murs porteurs

- [béton](#) poreux (cellulaire) : 200 kWh/m³ ;
- [brique](#) silico-calcaire creuse : 350 kWh/m³ ;
- [brique](#) terre cuite (nid d'abeilles) : 450 kWh/m³ ;
- [béton](#) : 500 kWh/m³ ;
- [brique](#) silico-calcaire de parement : 500 kWh/m³ ;
- [brique](#) terre cuite perforée : 700 kWh/m³ ;
- [brique](#) ciment : 700 kWh/m³ ;
- [brique](#) terre cuite pleine : 1 200 kWh/m³ ;
- [béton armé](#) : 1 850 kWh/m³ ;

Enduits

- [enduit](#) argile ou terre crue : 30 kWh/m³ ;
- [enduit](#) à la chaux : 450 kWh/m³ ;
- [enduit](#) plâtre : 750 kWh/m³ ;
- [enduit](#) ciment : 1 100 kWh/m³ ;
- [enduit](#) synthétique : 3 300 kWh/m³ ;

Charpente

- [bois d'œuvre](#) : 180 kWh/m³ ;
- [bois lamellé-collé](#) : 2 200 kWh/m³ ;

Cloisons légères

- [Plaque de plâtre](#) cartonnée : 850 kWh/m³ ;
- Plaque de plâtre fibreuse : 900 kWh/m³ ;
- [Panneau de particules de bois](#) : 2 200 kWh/m³ ;
- [Panneau de fibres de bois](#) (dur) : 3 800 kWh/m³ ;
- [Contreplaqué](#) : 4 000 kWh/m³ ;

Isolation thermique

- fibres de [lin](#) : 30 kWh/m³ ;
- fibres de [chanvre](#) : 40 kWh/m³ ;
- [cellulose](#) de bois : 50 kWh/m³ ;
- [laine](#) de [mouton](#) : 55 kWh/m³ ;
- [laine de roche](#) : 150 kWh/m³ ;
- [perlite](#) : 230 kWh/m³ ;
- [laine de verre](#) : 250 kWh/m³ ;
- [argile expansée](#) : 300 kWh/m³ ;
- panneau de [liège](#) : 450 kWh/m³ ;
- [polystyrène](#) expansé : 450 kWh/m³ ;
- [polyesters](#) : 600 kWh/m³ ;
- polystyrène extrudé : 850 kWh/m³ ;
- mousse de [polyuréthane](#) : 1 000 à 1 200 kWh/m³ ;
- [Panneau de fibres de bois](#) (tendre) : 1 400 kWh/m³ ;
- [verre cellulaire](#) : 700 à 1 300 kWh/m³ ;

Couverture

- tuile béton : 500 kWh/m³ ;

- tuile terre cuite : 1 400 kWh/m³ ;
- tuile fibrociment : 4 000 kWh/m³.

Énergie grise énergétique

Le [taux de retour énergétique](#) (EROEI en anglais) constitue une mesure de l'énergie grise utilisée pour extraire l'énergie d'une source primaire. Il faut majorer l'[énergie finale](#) consommée d'un facteur de $\frac{1}{\text{EROEI}}$ pour obtenir l'énergie grise [Note 1](#). Un EROEI égal à huit signifie qu'un huitième de la quantité d'énergie finale utilisable est dépensée pour extraire cette énergie.

Pour calculer correctement l'énergie grise, il faudrait tenir compte de l'énergie nécessaire pour la construction et la maintenance des centrales énergétiques, mais les données ne sont pas toujours disponibles pour réaliser ce calcul.

Articles connexes : [Taux de retour énergétique](#), [Bilan énergétique \(statistique\)](#), [Décarbonation](#), [Énergie primaire](#) et [Énergie finale](#).

L'EROEI est un concept de nature [extractiviste](#), lié à l'exploitation des ressources naturelles. Chaque unité d'énergie grise permet l'exploitation de plusieurs unités d'énergie d'un autre type, que ce soit dans les mines d'uranium ou les puits de pétrole.

Électricité

En [France](#), le rapport entre l'[énergie primaire](#) et l'électricité est de 2,58 (chiffre retenu dans l'[arrêté](#) du 15 septembre 2006 relatif au diagnostic de performance énergétique pour les bâtiments existants proposés à la vente en France métropolitaine) [16,17,18](#), alors qu'en [Allemagne](#), il ne vaut que [1,819](#), en raison du développement des énergies renouvelables.

Cela correspond à rendement qui vaut 38,8 % en France, contre 55,5 % en Allemagne.

Ici, le concept est étranger à l'EROEI et à l'extractivisme. La notion la plus proche est celle de [rendement](#), car il y a transformation, avec pertes, de la même énergie. Ainsi, en France, le coefficient de 2,58 montre que pour une unité d'énergie électrique, 1,58 unité d'énergie supplémentaire aura été nécessaire.

Remarque : les pertes sur le réseau électrique français sont de 2,5 %, ce qui correspond à [11,5 TWh/a20](#).

Énergie grise dans les transports

En théorie, l'énergie grise rend compte de l'énergie mobilisée pour extraire, dans les mines, les matériaux qui servent à la fabrication des véhicules, pour les assembler, les transporter, assurer leur maintenance, pour transformer et transporter l'énergie (essentiellement essence et gazole), et in fine, pour recycler ces véhicules. En toute logique, il faudrait aussi tenir compte de l'énergie nécessaire à la construction et à la maintenance des réseaux de transports, qu'ils soient routiers ou ferroviaires. Le processus à mettre en œuvre est tellement complexe que nul ne se hasarde à avancer un chiffre.

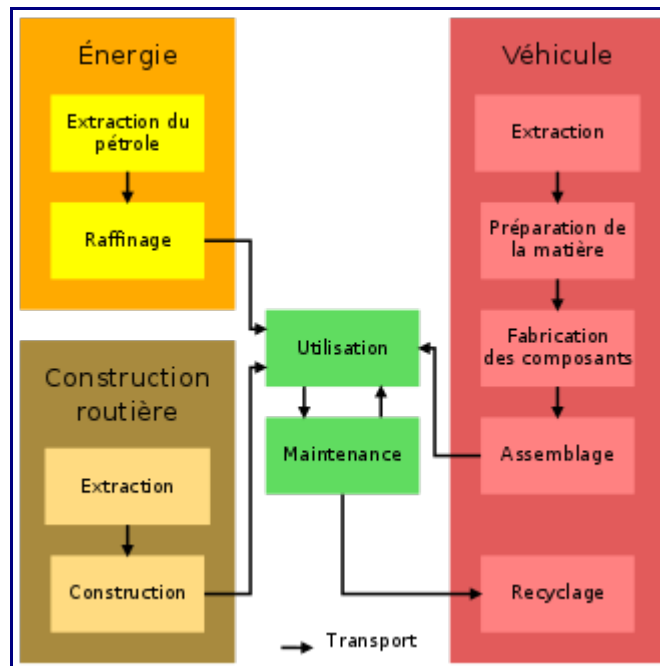
Selon l'[Institut du développement durable et des relations internationales](#) (IDDRI), en matière

de transport²¹,

« Il est frappant de noter que l'on consomme davantage d'énergie grise dans nos dépenses de transport que d'énergie directe [...]. Dit autrement, nous consommons moins d'énergie pour nous déplacer dans nos véhicules individuels que nous consommons d'énergie nécessaire pour produire, vendre et acheminer les voitures, les trains ou les bus que nous utilisons. »

[Jean-Marc Jancovici](#) plaide en faveur d'un bilan carbone de tout projet d'infrastructure de transport, avant sa construction²².

Énergie grise d'une auto



Cycle de vie d'une automobile

Nous ne disposons que de chiffres qui reposent sur une base incomplète, et qui sont vraisemblablement sous-estimés. Dans le cas d'une Golf A3 [à essence](#) de [Volkswagen](#), on peut estimer l'énergie grise à 18 000 kWh (c'est-à-dire 12 % des 545 GJ indiqués dans le rapport²³). Dans le cas d'une Golf A4 ([à moteur TDI](#)), on obtient 22 000 kWh (soit 15 % des 545 GJ indiqués dans le rapport²³). Selon [Global Chance](#), dans le cas des véhicules électriques, l'énergie grise due à la batterie serait tout particulièrement élevée^{24,9}. Une étude récente de l'ADEME²⁵ montre que l'énergie grise d'un véhicule thermique s'élèverait à 20 800 kWh tandis que celle d'un véhicule électrique serait de 34 700 kWh.

Un chiffre de 45 900 kWh est avancé pour la Prius²⁶. Même si ce chiffre est à prendre avec précaution, il n'est pas irréaliste.

Un véhicule électrique présente une énergie grise plus élevée que celle d'un véhicule thermique²⁷, à cause de la batterie et de l'électronique. Un véhicule hybride, qui recèle à la fois un moteur thermique et un moteur électrique (avec son électronique de puissance et sa batterie) présente une énergie grise très vraisemblablement plus élevée que celle d'un véhicule

électrique.

Énergie grise liés aux carburants

Pour la partie énergétique, le [taux de retour énergétique](#) (EROEI en anglais) du carburant est de nos jours de l'ordre de 8 [Note 2](#). Cela signifie que l'énergie grise vaut environ 1/8 de l'énergie consommée. En d'autres termes, il faut ajouter 12,5 % à la consommation d'un véhicule thermique, rien que pour l'énergie grise énergétique.

Quant à l'électricité, nous avons vu plus haut que le rapport entre l'énergie primaire et l'électricité était de 2,58.

Énergie grise liée à la construction routière

Les chiffres sont encore beaucoup plus difficiles à obtenir. L'énergie grise ne représenterait que 1/18 de l'énergie consommée par le véhicule [28](#), soit une consommation à majorer de 6 %.

Cette section est vide, insuffisamment détaillée ou incomplète. [Votre aide](#) est la bienvenue !
[Comment faire ?](#)

Autre

Selon une étude australienne [29](#), l'énergie grise d'une automobile s'élèverait à 75 550 kWh. Rapporté à une distance de 200 000 km, cela correspondrait à une consommation de 37,8 [kWh/100 km](#) ou encore 3,8 [L/100 km](#).

Informatique

La fabrication d'un ordinateur pourrait nécessiter une énergie quatre fois plus élevée que celle correspondant à son alimentation électrique sur une période de trois années [30](#), selon le magazine allemand *der Spiegel* [31](#). Le magazine fait remarquer qu'à raison de trois heures d'utilisation par jour pendant 300 jours, sur une durée de quatre ans, pour une puissance de 150 W, la consommation directe d'énergie s'élèvera à environ 400 kWh. la fabrication d'un PC engloutit 3 000 kWh, c'est dire l'importance que revêt la question de l'énergie grise en matière de technologies de l'information.

La consommation d'énergie électrique due aux technologies de l'information est estimée à 9,4 % de la consommation électrique des [États-Unis](#). En moyenne dans le monde, elle s'élèverait à environ 5,3 % de la consommation totale d'électricité [32](#). D'après [Greenpeace](#), l'informatique représenterait dorénavant 7 % de la consommation mondiale d'électricité, la majeure partie sous forme d'énergie grise [33](#).

En [Allemagne](#), la consommation des [centres de données](#) s'élève à environ 10 [TWh/a](#) [Note 3](#), ce qui correspond à 1,8 % de la consommation électrique allemande [34](#). Alors que la consommation des centres de données allemands augmentait fortement, depuis 2008 et jusqu'à aujourd'hui, la consommation semble rester stable en Allemagne, principalement grâce à des mesures d'économie d'énergie [34](#).

Selon l'[association négaWatt](#), l'énergie grise (de nature électrique) liée au numérique s'élevait à

3,5 [TWh/a](#) en matière de réseaux et à 10,0 TWh/a pour les centres de données (la moitié pour les serveurs à proprement parler soit 5 TWh/a, et la moitié pour les locaux qui les abritent, soit 5 TWh/a, on pense ici à la climatisation), chiffres valables en France, en 2015 [Note 4](#). La construction des centres de données et la pose des câbles ne sont pas pris en compte. L'association se montre optimiste quant à l'évolution de la consommation d'énergie de ces postes, eu égard aux progrès techniques [35, Note 5](#).

En 2009, Google affirmait qu'une recherche consommait 0,3 Wh [36](#).

Sur [Wikipédia](#), des voix s'élèvent pour demander une diminution de son impact sur l'environnement [37](#), voix auxquelles une oreille attentive semble prêtée [38](#).

Articles connexes : [Consommation d'électricité des centres de données](#) et [Consommation énergétique du secteur informatique](#).

Notes et références

Notes

- ↑ Pour une unité d'énergie grise, nous obtenons EROEI unités d'énergie à consommer.
- ↑ Voir [Taux de retour énergétique des principales sources d'énergie](#).
- ↑ 10,0 [TWh/a](#) rapportés à une population de 82 000 000 d'habitants équivalent à 122 kWh/a par habitant, ou encore une consommation continue de 14 W par habitant.
- ↑ 13,5 [TWh/a](#) rapportés à une population de 65 000 000 d'habitants équivalent à 208 kWh/a par habitant, ou encore une consommation continue de 24 W par habitant.
- ↑ Selon Clubic, la consommation des centres de données en France était de 4 [TWh/a](#) en 2009 ; voir « [En France, les TIC représentent 13 % de la consommation électrique annuelle](#) » [\[archive\]](#), sur *clubic.com*, 13 mars 2009 (consulté le 25 mars 2018)

Références

- ↑ « [L'énergie grise dans les nouveaux bâtiments](#) » [\[archive\]](#), sur *Office fédéral de l'énergie*, juin 2017 (consulté le 25 mars 2018).
- ↑ ^a et ^b [L'énergie grise – la face cachée de nos consommations, voir page 2](#) [\[archive\]](#) site iddri.org
- ↑ (de) [PDF] [Environnement: les ménages](#) [\[archive\]](#) sur *destatis.de* ; voir chapitre 7.
- ↑ (en) [exportation d'énergie grise](#) [\[archive\]](#), sur *researchgate.net*
- ↑ ^a et ^b [PDF] [Les émissions importées : le passager clandestin du commerce mondial](#) [\[archive\]](#) sur *reseauactionclimat.org*
- ↑ [PDF] [Le point sur l'empreinte carbone](#) [\[archive\]](#), site *developpement-durable.gouv.fr*.
- ↑ [décrypter l'énergie](#) [\[archive\]](#) site de l'*association négaWatt*.
- ↑ « [« L'Âge des Low Tech » : vers une civilisation techniquement soutenable](#) » [\[archive\]](#), sur *Reporterre*, 3 novembre 2014 (consulté le 25 mars 2018).
- ↑ ^a et ^b (en) « [The monster footprint of digital technology](#) » [\[archive\]](#), sur *Low-tech magazine*, 16 juin 2009 (consulté le 25 mars 2018).
- ↑ [repair café Marseilles](#) [\[archive\]](#) sur *repaircafemarseille.fr*
- ↑ [PDF] [notepleadoyer-garantie10ans](#) [\[archive\]](#) sur *amisdelaterre.org*
- ↑ (en) [usines alimentées en chaleur solaire](#) [\[archive\]](#), sur *lowtechmagazine.com*
- ↑ « [Scénario négawatt 2017-2050 : Dossier de synthèse](#) » [\[archive\]](#) [PDF], sur *Association*

négaWatt, janvier 2017, p. 20-21.

14. ↑ « [Scénario négaWatt 2017-2050 : les 12 points-clés](#) » [archive] [PDF], sur [Association négaWatt](#).
15. ↑ [ecoconso.be](#) [archive]
16. ↑ [Arrêté du 15 septembre 2006 relatif au diagnostic de performance énergétique pour les bâtiments existants proposés à la vente en France métropolitaine](#) [archive].
17. ↑ [conversion énergie primaire finale](#) [archive] site web conseils thermiques.org
18. ↑ [PDF] [Les cahiers de Global Chance](#) [archive], site de [Global Chance](#). Voir page 7, encadré intitulé « Et si l'on négociait le rendement de Carnot ? ».
19. ↑ (de) [voir paragraphe 2.1.1](#) [archive], sur [gesetze-im-internet.de](#)
20. ↑ [Pertes](#) [archive] sur [clients.rte-france.com](#)
21. ↑ Lucas Chancel et Prabodh Pourouchottamin, « L'énergie grise : la face cachée de nos consommations d'énergie », *Policy Briefs*, n^{os} 04/2013, 2013 ([lire en ligne](#) [archive]).
22. ↑ [Pour un bilan carbone des projets d'infrastructures de transport](#) [archive] sur [jancovici.com](#)
23. ↑ ^{a et b} (de) Données sur l'énergie et les matériaux nécessaires à la fabrication d'une voiture [Volkswagen Rapport environnemental 2001/2002](#) [archive] voir page 27
24. ↑ [PDF] [Véhicule électrique](#) [archive], site web *Global Chance*.
25. ↑ [PDF] [Analyse du cycle de vie - voir page 9](#) [archive] site web [ademe.fr](#)
26. ↑ (en) [L'énergie grise de nos véhicules](#) [archive] site web [ibiketo.ca](#)
27. ↑ [Les métaux rares, le visage sale des technologies « vertes »](#) [archive] sur [reporterre.net](#), site de *Reporterre*.
28. ↑ (en) [Énergie grise liée à la construction routière](#) [archive] site web [pavementinteractive.org](#)
29. ↑ (en) [Hybrid life-cycle inventory for road construction and use](#) [archive] site web [researchgate.net](#) voir page 6 (énergie grise de 0,272 TJ pour une voiture et 1,088 TJ pour un camion)
30. ↑ (en) [embodied energy of digital technology](#) [archive], sur [lowtechmagazine.com](#)
31. ↑ (de) [c'est ainsi que vous rendez votre ordinateur vert](#) [archive], sur [spiegel.de](#)
32. ↑ (en) [itu ICTs for e-Environment](#) [archive] site de l'International Telecommunication Union. voir page 78.
33. ↑ [il est temps de renouveler Internet](#) [archive] sur [greenpeace.fr](#) (qui s'appuie sur (en) [PDF] [1] [archive] sur [clickclean.org](#) voir [camemberts](#) page 15).
34. ↑ ^{a et b} (de)[PDF] [Centres de données en Allemagne](#) [archive] sur [bitkom.org](#) voir pp. 38-39.
35. ↑ « [La révolution numérique fera-t-elle exploser nos consommations d'énergie ?](#) » [archive], sur [decrypterlenergie.org](#), 14 décembre 2017.
36. ↑ (en) [Google's energy use](#) [archive] sur [techland.time.com](#) Remarque: 60 W pendant 17 s correspondent à 0,28 Wh
37. ↑ (en) [Impact environnemental: affichez votre soutien](#) sur [meta.wikimedia.org](#)
38. ↑ (en) [Résolution au sujet de l'impact environnemental](#) [archive] sur [wikimediafoundation.org](#)

Les Mirages de l'éolien

30 avril 2018 / [Grégoire Souchay](#) Reporterre

[NYOUZ2DÉS: Grégoire Souchay pose la question suivante: *les éoliennes sont-elles écologiques? Ri-di-cu-le. La vérité est facile à comprendre: pour faire 100% écologique il faut une "production zéro". RIEN de ce que produit l'être humain n'est écologique. Par contre, j'aurais des questions beaucoup plus pertinentes que*

cela à poser: les éoliennes sont-elles une source fiable d'énergie?

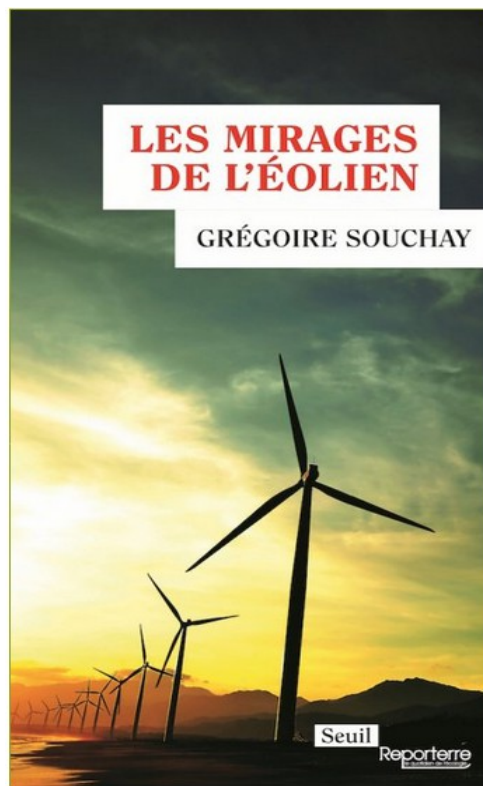
Réponse: NON. Quand il n'y a pas de vent ou peu de vent (sous 25 kilomètres/heures) elles ne produisent rien, et ce même si les hélices tournent. Elles produisent du courant moins que 2 JOURS PAR SEMAINE en moyenne. Que fait-on les 5 autres jours? Même si on pouvait emmagasiner cette électricité on ne pourrait pas répartir 2 jours de production sur 7 jours, à moins d'en fabriquer quelques milliards. Autre question beaucoup plus pertinente: même si les éoliennes étaient écologique (ce qui est 100% faux) les utilisations de l'énergie produite sont-elles écologiques elles aussi? Par exemple, si l'électricité produite par les éoliennes sert à recharger nos téléphones cellulaires? Or, nous savons que nos téléphones portables, puisqu'ils contiennent une trentaine de métaux, sont un désastre écologique. Pire encore: chauffer nos maisons, ce qui demande considérablement plus d'énergie que de recharger un téléphone, est un désastre écologique total.]

Le nouveau livre de la collection Reporterre : une enquête-reportage pour réfléchir à cette question très contemporaine : **les éoliennes sont-elles écologiques ?**

Les éoliennes sont devenues un symbole de « *la transition énergétique* ». Elles sont partout : sur les crêtes du sud du Massif central, dans les plaines du Centre, du Nord et de la Champagne, des monts du Morvan aux littoraux occitans, et bientôt au large de la Bretagne et de la Normandie. Dans la « *start-up nation* » que serait la France d'aujourd'hui, l'éolien est vu par beaucoup comme une technologie fiable et très compétitive. Il faudrait donc développer les parcs éoliens, dans un calendrier qui s'impose comme une évidence. Mais d'autres, plus nombreux qu'on le pense, s'opposent à ce développement aveugle et dénoncent l'« *industrialisation de la campagne* ». Presque partout, des conflits opposent habitants des campagnes et ceux qui veulent y implanter des éoliennes.

Ces conflits révèlent en réalité la fracture entre deux visions de l'écologie : développement durable et acceptation du capitalisme versus sobriété et désir d'émancipation. Les uns raisonnent en entrepreneurs, les autres critiquent les effets politiques et sociaux sur une communauté de vie. Les uns se veulent spécialistes de l'énergie, les autres parlent de paysages et de protection de la nature. Alors, « *pari gagnant* » ou « *grande arnaque* » ? Une enquête hautement contemporaine.

Journaliste indépendant, **Grégoire Souchay** a déjà publié dans la même collection *Sivens. Le barrage de trop*. Il a coécrit, pour *Reporterre*, une enquête déterminante sur les circonstances de la mort de Rémi Fraisse. Ni « *pro* » ni « *anti* » éolien, il tente ici d'éclaircir cet imbroglio de notre modernité.



Le tourisme fait s'envoler le réchauffement planétaire

Par Pierre Le Hir Publié Le 07.05.2018

8 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre sont dus au tourisme, selon une étude prenant en compte transport, alimentation, hébergement et achats des voyageurs.



Aux Maldives, comme dans les Etats insulaires, le tourisme de masse génère « de 30 % à 80 % » des émissions nationales de CO2. ISHARA S.KODIKARA / AFP

En 2017, le tourisme international a progressé de 7 %, soit « *le meilleur résultat jamais atteint depuis sept ans* », se félicitait au début de l'année l'[Organisation mondiale du tourisme](#), qui prévoyait pour 2018 une nouvelle hausse de 4 % à 5 %. Mais l'institution onusienne ne disait rien du revers de ces déplacements en masse : leur impact environnemental, à commencer par leur contribution au réchauffement planétaire.

Or, [une étude](#) de chercheurs australiens, chinois et indonésien, publiée lundi 7 mai dans la revue *Nature Climate Change*, révèle que « l'empreinte carbone » du tourisme mondial est considérable. Selon leurs calculs, cette activité est responsable d'environ 8 % du total des émissions de gaz à effet de serre de l'humanité. Un pourcentage trois fois supérieur aux évaluations antérieures, qui se situaient dans une fourchette de 2,5 % à 3 %. A titre de comparaison, le transport maritime représente 3 % des émissions mondiales de CO₂.

Pour parvenir à ce résultat, Manfred Lenzen (université de Sidney, en Australie) et ses collègues ont compilé les données sur les flux touristiques entre cent soixante pays au cours de la période 2009-2013. L'originalité de leur approche est d'avoir comptabilisé non seulement les émissions directement associées aux transports (comme la combustion du kérosène des avions et de l'essence ou du gazole des voitures), mais aussi celles liées aux biens et aux services consommés par les voyageurs, qu'il s'agisse de restauration, d'hôtellerie ou d'achats divers.

En additionnant tous ces postes, les chercheurs estiment que les émissions mondiales imputables au secteur touristique sont passées de 3,9 milliards de tonnes équivalent CO₂, en 2009, à 4,5 milliards de tonnes, en 2013. Il faut préciser que ces chiffres incluent les déplacements professionnels, qui ne sont pas distingués des autres dans cette étude.

Contrepartie aux retombées économiques

Plus que les voyages internationaux, ce sont les trajets et les séjours intérieurs qui sont la source de la plus grande partie des rejets carbonés. Sans surprise, les Américains pèsent le plus fortement dans ce bilan, puisqu'ils sont à l'origine d'environ un quart des « émissions touristiques ». Ils sont suivis des Chinois, dont les classes émergentes sont de plus en plus voyageuses. Arrivent ensuite, dans le « top 10 » des pays émetteurs, l'Allemagne, l'Inde, le Mexique, le Brésil, le Canada, le Japon, la Russie et le Royaume-Uni.

Les auteurs attirent l'attention sur la situation des Etats insulaires, comme les Maldives, les Seychelles, la République de Maurice ou la République de Chypre, qui constituent des destinations exotiques très prisées des vacanciers et où le tourisme de masse génère « *de 30 % à 80 %* » des émissions nationales de CO₂. Une contrepartie chèrement payée aux retombées économiques de l'afflux de visiteurs.

Jusqu'à présent, soulignent les chercheurs, les efforts de réduction de l'empreinte carbone du secteur touristique n'ont pas suffi à inverser la courbe. Le transport aérien est en première ligne. Certes, en octobre 2016, les cent quatre-vingt-douze pays membres de l'[Organisation de l'aviation civile internationale](#) se sont engagés à plafonner les émissions de cette activité – non couverte par l'accord de Paris sur le climat – à leur niveau de 2020, jusqu'en 2035. Mais à moyen terme, la croissance continue du tourisme mondial, poussée par l'élévation du niveau de

vie des pays émergents, laisse présager une aggravation de son impact environnemental.

« *Nous prévoyons que le tourisme constituera une part croissante des émissions de gaz à effet de serre* », préviennent les auteurs. Pour inciter les candidats au dépaysement à voyager moins, ou moins loin, la seule solution sera peut-être, suggèrent-ils, de mettre en place une taxation du carbone renchérissant le coût des déplacements. De quoi refroidir les touristes, pour ne pas réchauffer davantage le climat.

Le monde devient numérique. A-t-il les moyens de le rester ?

Alexandre Monnin Adrastia 7 avril 2017

Nombreux, aujourd'hui, sont celles et ceux qui investissent les futurs ouverts par la "révolution numérique". Toutes et tous justifient la sentence de G. Berry selon qui "*le monde devient numérique*".

Néanmoins, il y a là matière à poser au moins deux questions. La première qui est évidente : « *qu'est-ce qui, au juste, devient numérique, se transforme ou disparaît au cours de ce processus ?* »

Alexandre Monnin chercheur et philosophe chez Inria nous explique, à travers son intervention le 7 avril 2017 dans le cadre de Devoxx, à Paris, comment dans ce contexte où d'autres chercheurs qualifient notre ère d'Anthropocène, il est légitime de se poser cette seconde question : « *le monde, s'il devient numérique, a-t-il réellement les moyens de le rester ?* » .



<https://youtu.be/bl6Ivdy777A>

Linky, technique diabolique ou instrument à notre service

Michel Sourrouille , Biosphere, 09 mai 2018

Une chaîne humaine en Isère et une manif à Bordeaux pour s'opposer aux compteurs Linky*, cela appelle à plus de réflexion. Toute introduction d'un nouveau outil pose le problème de son acceptabilité socio-économique et écologique. Les écologistes font une distinction entre les techniques douces et les techniques dures. Ivan Illich, dans son livre *La convivialité* (1973), avait défini ainsi le statut de l'outil : « *Je distingue deux sortes d'outils : ceux qui permettent à tout homme, plus ou moins quand il veut, de satisfaire les besoins qu'il éprouve, et ceux qui créent des besoins qu'eux seuls peuvent satisfaire.* » En d'autres termes, l'outil préserve-t-il notre autonomie, comme une simple bêche pour travailler la terre, ou nous fait-il dépendre d'une société complexifiée comme l'automobile ? Linky est bien à classer dans les techniques hétéronomes, celles qui nous font dépendre des autres et empêchent notre autonomie. Mais il faut alors aller jusqu'au bout du raisonnement : refuser Linky, c'est refuser de dépendre d'un réseau électrique centralisé sur lequel nous n'avons aucune prise. Ce refus serait une attitude de recherche de simplicité volontaire qui a toute notre estime et nos encouragements. Sinon un compteur reste un compteur, qui nous relie à des poteaux électriques et, *in fine*, à une centrale nucléaire pour 75 %. Que ce soit par le compteur traditionnel ou par celui dit « intelligent », l'État connecte nos foyers à des systèmes communicants centralisés. Linky ne fait que faciliter le pilotage de nos consommations, donc de la production électrique.

Bien sûr Linky a des désavantages. Remplacer systématiquement des compteurs qui fonctionnaient parfaitement, c'est assurément un gaspillage. Linky supprimera aussi de l'emploi dans les entreprises sous-traitantes chargées de relever périodiquement les compteurs. Linky semble n'avoir aucune tolérance à de ponctuels dépassements de puissance, par opposition aux compteurs précédents. Pas mal de consommateurs vont devoir augmenter leur puissance souscrite et donc payer plus cher. Et c'est EDF qui choisirait à tout moment à quel tarif vous êtes facturé, il n'y aurait plus de tarif fixe. Dire de ce compteur qu'il est « *intelligent* », c'est effectivement bafouer ce que pourrait être l'intelligence humaine. Mais les avantages semblent l'emporter. L'opérateur qui nous fournit notre courant a besoin de Linky pour préparer une gestion fine du réseau, besoin inéluctable à terme (sources intermittentes, stockages locaux, déséquilibres entre consommation et production). Quant à dévoiler notre consommation électrique, on ne voit pas en quoi cela serait une atteinte nos libertés. A travers les portables, nos données bancaires, les cookies sur notre ordinateur, on sait que nous sommes déjà espionnés à tout moment. Inutile d'être sur Facebook pour être pisté, il suffit d'avoir un smartphone. Et nous ne parlons pas des objets connectés (frigo, enceinte musicale Bose, Sonos, Google Home...). Tous ces objets font déjà partie du quotidien de beaucoup de personnes. En fait Linky a bien moins d'informations à communiquer, il ne sait rien de nos envies ou de nos turpitudes. En définitive ce nouveau compteur, qui vise à mieux connaître les consommations et productions individuelles instantanées, semble nécessaire à la transition écologique de notre alimentation électrique vers des énergies renouvelables et relocalisées. Notons que la liberté individuelle dans nos sociétés de masse n'existe pas, si tant est qu'elle ait déjà existé : les communautés restreintes ont aussi leurs moyens de contrôle sur l'individu.

Notre véritable liberté, c'est de savoir résister à ce qui met véritablement en péril le bien commun. La dénonciation de Linky est non seulement anecdotique, mais relève d'une analyse très très superficielle de l'emprise de la technologie sur nos destins collectifs. Par contre

certaines luttes anti-techniques valent le coup, réagissant contre des dysfonctionnements socio-économiques, de vrais dangers écologiques, une atteinte aux générations futures... Les motifs de contestation sont innombrables, « stop plastique », « non aux néo-nicotinoïdes », « l'EPR ne passera pas par moi », « les écrans nous empoisonnent », etc.

Un comité du Sénat appelle à concevoir une société «sans carbone» après 2030

Alexandre Shields Le Devoir 7 mai 2018

[Mystification totale: le titre de cet article laisse supposer que cela serait possible avec de la volonté (politique ou individuelle).]



Le Comité sénatorial de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles rappelle que l'industrie des énergies fossiles suit une trajectoire de forte croissance des émissions de gaz à effet de serre.

S'il veut respecter ses engagements dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat, le Canada devra rapidement prendre le virage vers une économie qui n'émettra plus de gaz à effet de serre. C'est du moins le constat que fait le Comité sénatorial de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles, tout en rappelant que l'industrie des énergies fossiles suit plutôt une trajectoire de forte croissance des émissions de gaz à effet de serre (GES).

Le gouvernement de [Justin Trudeau](#) s'est engagé à réduire les émissions de GES du Canada de 30 % d'ici 2030, par rapport à 2005. Cette cible, qui est la même que celle du précédent gouvernement, sous Stephen Harper, demandera des efforts substantiels au pays, prévient un nouveau rapport du comité, intitulé « Le pétrole et le gaz canadiens dans une économie à faibles émissions de carbone ».

« L'atteinte de la cible fixée pour 2030 nécessitera une transformation titanesque des modes de production et des habitudes de consommation d'énergie au Canada. Il faut concevoir une société essentiellement transformée et sans carbone après 2030 », [souligne le comité sénatorial dans ce rapport, publié vendredi.](#)

Les auteurs du document ne se prononcent pas formellement sur les impacts de cette décarbonisation pour l'économie canadienne, dans un contexte où l'industrie pétrolière et gazière a contribué pour 142 milliards de dollars au PIB en 2015. « Il demeure toutefois qu'une société décarbonisée signifie de nouveaux débouchés économiques, moins de pollution et une meilleure qualité de l'air, une population plus en santé et une productivité accrue, grâce à de

nombreux gains sur le plan du rendement énergétique », insistent-ils.

La commissaire à l'environnement et au développement durable, Julie Gelfand, a d'ailleurs dit au comité qu'« en ne s'engageant pas à réduire les émissions dans le secteur pétrolier et gazier, le Canada a raté des occasions ». Qui plus est, en raison de son inaction, il est probable que le pays ratera l'objectif fixé pour 2020 (17 % sous les niveaux de 2005 d'ici 2020).

Croissance des GES

Pour corriger le tir et atteindre la cible de 2030, le Canada devra réduire ses émissions de GES annuelles de 199 millions de tonnes (Mt). Le comité souligne que cette réduction « est supérieure aux émissions projetées pour la totalité de l'industrie pétrolière et gazière en amont du Canada en 2030 », soit 193 Mt.

Les données officielles indiquent en effet que l'industrie des énergies fossiles se trouve sur une trajectoire de croissances des émissions de GES d'ici 2030, contrairement à d'autres secteurs importants comme les transports, la production d'électricité et l'agriculture. Cette augmentation est en bonne partie imputable à la croissance de la production pétrolière, qui devrait dépasser les cinq millions de barils par jour en 2030, dont 3,7 millions de barils provenant des sables bitumineux.

« L'industrie gazière et pétrolière est une des plus importantes de l'économie canadienne, mais c'est aussi la pire source d'émissions de gaz à effet de serre. Nous nous attendons à une aide énorme de sa part pour que le Canada progresse vers ses objectifs en matière de réduction de ces gaz », a résumé la sénatrice Rosa Galvez, présidente du comité, par voie de communiqué.

Une réduction des émissions de GES dans le secteur des énergies fossiles sera même « essentielle » pour que le pays espère respecter ses engagements envers l'Accord de Paris et la lutte contre les changements climatiques.

L'apocalypse n'est pas pour demain

Loic Steffan Published 2 mai 2018



Je pense que ce livre est intéressant mais qu'il souffre d'un défaut majeur. Comme il veut combattre le catastrophisme ambiant, pour contrebalancer, il prend le contre-pied et tombe dans l'excès inverse. Il ne retient que ce qui sert la thèse du livre et oublie lui-même la nuance. Il tombe dans le piège du biais de confirmation qu'il dénonce un peu plus tard. Ne retenir que ce avec quoi on est d'accord. L'introduction du livre plante le décor. La peur fait vendre et des marchands d'apocalypse n'hésitent pas à noircir le tableau à des fins militantes. La peur fonctionne car elle est un réflexe de survie et lorsque nous envisageons les événements sous cette angle, nous pouvons être marqués par le biais de confirmation. Sélectionner uniquement les informations qui renforcent nos peurs. La surinformation, les réseaux sociaux et la juridicisation de la société nous fait surévaluer le risque. Ces mises en garde sont évidemment pertinentes. Je suis un peu plus dubitatif lorsqu'il affirme que le sujet est advenu pour se substituer à la peur de la guerre froide ou lorsqu'il prend uniquement des prédictions toujours fausses pour justifier que les prévisionnistes se trompent systématiquement. Ce n'est pas toujours le cas. La présentation du rapport Meadows est sujette à caution puisqu'il utilise le texte du nouvel économiste dont Ugo Bardi a montré à la fois l'origine et la volonté de discréditer l'étude a priori. Par contre je suis l'auteur lorsqu'il affirme que notre acceptation du risque a diminué et que les progrès de la science nous ont fait percevoir des risques autrefois ignorés. Il a raison aussi de dire que nous angoissons car nous avons le ventre plein et que les affres de la vie ne nous imposent plus de vivre au quotidien. La réflexion sur l'avenir est un luxe que n'avaient pas les générations antérieures. Effectivement, la mortalité due aux conflits a diminué et la délinquance, le terrorisme et autres menaces nous paraissent d'autant plus insupportables. Pourtant le risque a diminué en proportion. Tout du moins à l'époque où il écrit.

Il cite Le Bras : « on se croirait chez Tintin, au moment où l'étoile mystérieuse passe près de la Terre ». Je suis assez d'accord. Il faut raison garder. Il souligne à raison que la peur peut susciter le sentiment d'appartenir à une seule et même humanité et qu'elle est, comme disait Simone Weil, un besoin de l'âme. Il a aussi raison de dire que le principe de précaution mal compris peut conduire au blocage de tout progrès scientifique. Il aurait pu citer le livre très nuancé de Dupuy, *Pour un catastrophisme éclairé*, mais cela n'aurait pas servi son propos. Il a cependant raison, je pense, de nous alerter sur le fait que la peur est l'amie des régimes autoritaires et que les démocraties doivent s'appuyer sur des décisions rationnelles et sur des analyses nuancées. Je trouve son analyse des dérives de l'écologie radicale pertinente, mais là aussi elle pêche par excès. Effectivement, si l'écologie politique contemporaine a une filiation plutôt libertaire, la détestation du progrès et de la jouissance consummatrice, ainsi que la tentation du contrôle forcé de la croissance démographique, ont été essentiellement associées, au XXe siècle, au néopaganisme et aux idéologies d'extrême-droite. Il faut connaître les origines des idées pour s'écarter des pièges. Je souscris aussi à l'idée que le catastrophisme peut aboutir à décourager, et donc à susciter l'inaction, qui est précisément le contraire du but recherché.

1 nous vivons mieux que nos aînés

Le premier chapitre tend à montrer que nous vivons (beaucoup) mieux que nos aînés. C'est une évidence absolue.

Tous les grands indicateurs sur l'état de l'humanité montrent que notre bien-être ne cesse de s'améliorer. Durant la majeure partie de l'histoire de l'humanité, la vie fut, pour reprendre l'expression célèbre de Thomas Hobbes, « solitaire, pauvre, détestable, brutale et courte ». Il reprend les indicateurs connus pour montrer que nous sommes passés de 30 ans d'espérance de vie à près de 80 ans. Il cite alors l'ensemble des maladies éradiquées dans le passé. Il est vrai que la liste est impressionnante. Il montre aussi que la pollution, fortement liée notamment à la combustion du charbon pour le chauffage, a fortement diminué par rapport au début du siècle. Tout comme la contamination au plomb qui faisait des ravages ou les pandémies. Il montre aussi que le taux d'homicide a fortement décru (divisé par 5 à 15 selon les pays). Même les catastrophes naturelles sont moins meurtrières. Elles tuaient 500 000 personnes par an il y a un siècle. C'est 75 000 aujourd'hui. Et il va énumérer les progrès. Alphabétisation. Réduction du temps de travail. Sortie de l'extrême pauvreté, déclin des grandes famines, etc. Nous sommes globalement plus riches, mieux éduqués et en meilleure santé. Pour la transition démographique, je trouve ses propos excessivement optimistes. Certes la transition est largement opérée et la croissance sera plus faible dans le futur, mais il reste des problèmes à résoudre. Mais il a raison de dire que nous interrogeons la démographie des pays en développement alors que leur impact écologique est moindre que le nôtre. Il ne faudra pas que le néomalthusianisme conduise à des solutions eugénistes.

2 – Faut-il succomber aux grandes peurs sanitaires ?

Le chapitre s'ouvre sur un cas intéressant de dilemme. L'auteur montre que la suppression du DDT à la suite de l'ouvrage de Carlson, *Le printemps silencieux*, conduisit à une remontée spectaculaire des morts par le paludisme. Les campagnes de pulvérisation furent interrompues et les conséquences se sont avérées pires que l'effet délétère de la substance chimique incriminée. Le reste du passage sur les molécules chimiques est moins convaincant. Si des molécules ont permis des progrès dans la lutte contre les ravageurs et les autres insectes ou maladies, elles ne sont pas sans conséquence. Je me rappelle avoir regardé un peu les études au moment de la directive Reich sur l'industrie chimique ; les conclusions des études sont plus complexes et nuancées dans le souvenir que j'en garde que ce qu'il relate. Par contre il a raison de dire que toute la chimie n'est pas toxique. Un apport en azote ou en phosphate, c'est aussi de la chimie. Il a raison de dire que ce sont des toxines naturelles qui sont la cause des empoisonnements à la salmonelle ou à la listeria. On sait aussi qu'un produit bio peut contenir des mycotoxines s'il est mal élaboré. La science peut être utilisée de manière intelligente. Mais cela est toujours difficile d'avoir des informations fiables et mesurées à la fois parce que cela coûte cher et aussi parce que les lobbies de toutes sortes rendent l'information difficile. Dans son livre il passe complètement à côté des effets cocktail. A trop vouloir défendre la science, il verse dans l'excès de la confiance aveugle. Le passage sur les perturbateurs endocriniens souffre du même défaut. Pas assez de nuance. Il est vrai que la passion et la déraison sont de mise sur ces sujets.

Vient ensuite la peur des épidémies. Il reconnaît que l'humanité vit à raison avec cette peur mais qu'il faut raison garder. Il y a certes l'épidémie du sida qui fait des ravages (25 millions de morts depuis 30 ans). Pour les autres épidémies, les paniques ont nécessité des sommes astronomiques qui auraient peut-être été mieux employées dans d'autres domaines. La «

maladie de la vache folle » (prion) a causé moins de 200 décès. La « grippe aviaire » a fait trois cents morts. La « grippe porcine » a tué dix-huit mille personnes dans le monde : c'est beaucoup moins que la grippe saisonnière, qui tue entre 200 000 et 500 000 personnes par an. La défense des OGM ne me paraît pas convaincante. Certes les risques sont exagérés mais sa foi dans la science est surprenante au regard de ce que j'ai compris des discussions avec des amis spécialistes du domaine. Sa défense des OGM se base sur les avantages économiques obtenus grâce à ceux-ci. Par contre il a raison de dire que ces OGM peuvent être des vecteurs de vaccins intéressants, y compris pour l'homme, à condition que les protocoles soient bien maîtrisés. Là aussi il ne faut pas que l'appât du gain prime, ni que la législation soit trop laxiste. Le passage sur la médecine antique est proprement stupide. A ma connaissance les gens qui appellent à une certaine prudence ne demandent pas la suppression des antibiotiques et un retour à Paracelse ou Hippocrate. Ce genre de caricature dessert le propos. Par contre il a raison de rappeler que la couverture vaccinale a fortement contribué à la diminution de la mortalité infantile. Les risques et les effets secondaires sont statistiquement beaucoup plus faibles que le gain obtenu. Le passage sur l'héritage de Tchernobyl est du même acabit et souffre du même défaut. Oui, il y a une radioactivité naturelle dans laquelle nous baignons. Non, le nucléaire n'est pas une industrie innocente comme il le laisse entendre. La catastrophe nucléaire de Tchernobyl a effectivement frappé les imaginaires et conduit parfois à une forme de déraison, mais le nucléaire nécessite des systèmes économiques robustes sur des durées très longues, des espaces de stockage problématiques sur des milliers d'années, ainsi que des coûts de démantèlement prohibitifs. Je suis personnellement plutôt de l'avis de Jean-Marc Jancovici sur ce sujet. Il faut utiliser le parc existant pour préparer la transition mais ce ne peut pas être une industrie d'avenir au vu de ses défauts. Le passage sur les malformations autour de Tchernobyl qui seraient dues à l'alcoolisme, aux métaux lourds et aux anciennes pollutions est juste risible. Il ne cesse de dire qu'on ne peut pas être affirmatif quand ça ne va pas dans son sens et il devient affirmatif quand il trouve un faisceau d'études qui le conforte dans ses positions.

Il a par contre, il me semble, raison de pointer les excès du principe de précaution. Rien n'est parfait. La demande de preuve d'innocuité totale est souvent impossible a priori. Le curare poison mortel est susceptible de provoquer des chocs anaphylactiques et est pourtant utilisé en médecine. Tout comme de nombreuses autres substances. Il faut toujours trouver un équilibre.

3 – Ressources et environnement : le faux problème de la rareté

Le troisième chapitre sur le faux problème de la rareté des ressources est pour moi très peu convaincant. Une phrase est symptomatique de l'ensemble : « La technologie, le marché et la capacité d'adaptation de l'activité humaine expliquent pourquoi la thèse du « manque de ressources » n'a pas de sens. » Ben voyons. J'ai lu suffisamment de livres sur le sujet (Philippe Bihouix, Ugo Bardi, Pablo Servigne, etc.) pour avoir une idée assez précise du sujet. Il y a un tropisme prométhéen manifeste. La façon d'invalider la thèse de Jared Diamond est triviale ou risible : oui, mais nous aujourd'hui avec tous nos savoirs cela n'arriverait pas. Sa réflexion sur la capacité porteuse de la Terre est bien pauvre. Bien sûr nous ne savons pas exactement où se trouve la limite avec un panel de technologies (9 milliards, 10 milliards, plus ?). Il y a de nombreux autres paramètres qui entrent en jeu comme le niveau de confort et les types d'échanges et de technologies utilisées. Mais il balaie ces problèmes d'un revers de main. Là

aussi il reprend de vieilles prédictions erronées pour en tirer la conclusion que nous n'en savons rien. Le chiffre avancé d'une Terre pouvant nourrir 10 à 12 milliards d'individus correspond aux estimations que je connais. Je suis assez d'accord quand il cite Sylvie Brunel, spécialiste de la question : « la faim est liée non pas à un problème de production mais à un problème de répartition ». Amartya Sen ne disait pas autre chose quand il étudiait les famines en Inde. La suite sur les énergies est aussi très mauvaise. Ses propos sur le pic de Hubbert et sur l'amélioration des techniques de récupération sont faciles à résumer : le pic de Hubbert n'a pas eu lieu, le progrès technique pourvoira à tous nos besoins et problèmes. Rien sur les alertes de l'AIE ni sur la diminution du taux de retour énergétique de l'extraction. Le seul intérêt de ce chapitre est de nous rappeler que rien n'est jamais sûr et que la descente énergétique est un phénomène complexe sur lequel il vaut mieux éviter d'être trop affirmatif dans un sens ou dans l'autre. Par contre en tant qu'économiste j'ai été frappé par cette phrase : « Laissons la parole à l'un des experts les plus renommés dans ce domaine, Morris Adelman. « Les minerais ne peuvent pas s'épuiser et nous n'en serons jamais à court. Les investissements conduisent à découvrir de nouvelles réserves prouvées. [...] Ce qu'il y avait dans le sous-sol et ce qui restera à la fin, on ne le sait pas et cela n'a aucune importance. » « Dire que les ressources sont "finies" est un slogan vide de sens ; seul importe le coût marginal. » ». Déjà il devrait lire ou citer Bihouix ou Bardi. Les travaux de Keen ou d'autres chercheurs ont montré tous les défauts du raisonnement marginaliste. On sait aujourd'hui qu'il ne correspond pas à la réalité. C'est un exercice de pensée intéressant, rien de plus. Lorsqu'il parle de l'évolution des forêts et de la ressource en eau, il ne tient compte ni de l'impact dans une zone donnée, ni de l'impact systémique. Oui l'accès à l'eau potable a progressé et est passé de 30 % à 85 %, mais dire qu'il n'y a pas de problèmes dans la gestion de l'eau est absurde. J'ai une collègue géographe spécialisée sur cette question et je sais que le problème est important. Il y a suffisamment de travaux qui réfutent son affirmation péremptoire. Pour lui la biodiversité n'est pas en danger. Je ne relèverai même pas.

4 – Réchauffement climatique : pas de panique

Le chapitre est là aussi très orienté. Il existe bien évidemment des controverses. C'est le propre de la recherche et du travail universitaire. Nous savons que l'homme a commencé à impacter le climat au début de la révolution agricole il y a 12 000 ans. Il est aussi vrai de dire qu'à côté du réchauffement anthropique, il existe des variations des cycles solaires et qu'il convient d'évaluer l'impact de chaque élément dans le réchauffement climatique. La méthode choisie par l'auteur de cet opus pour montrer l'indécision des modèles est très contestable. Il va traquer ce qu'il appelle des biais méthodologiques et des imprécisions de mesure. Or pour qui a fait de la statistique à un niveau suffisant et connaît un peu le domaine, on sait travailler sur les bandes de fluctuation et donner les écart-types et la distribution d'un phénomène. Le fait que les auteurs des études incriminées aient donné les méthodologies de collecte est un gage de sérieux scientifique. Visiblement, il n'est pas au courant. Un autre défaut récurrent de cette étude est de ne pas donner les méta-études et les tendances qui se dégagent. En termes statistiques, on parle de *cherry picking*. Cela consiste à signaler des faits ou données qui soutiennent son opinion, tout en ignorant tous les cas qui contredisent cette position. Ce raisonnement fallacieux, pas toujours intentionnel, est un exemple typique de biais de confirmation. Le plus drôle est qu'il ne cesse de dénoncer ce *cherry picking* alors qu'il le pratique abondamment. Il a cependant

raison de dire que les présentations faites des conclusions des scientifiques du GIEC sont parfois exagérées. Surtout sur la vitesse du réchauffement climatique.

5 – Un monde plus pacifique ?

Ce chapitre me semble moins polémique précisément parce que les méta-études vont plutôt dans ce sens. Cependant, sa présentation du livre de Samuel Huntington est entachée d'une partialité déroutante. Je m'évertue à trouver des qualités à ses propos. Lui ne trouve presque aucune qualité à ce qu'il a décidé de détester. Il rejette souvent sans nuance. C'est assez insupportable. Il reconnaît cependant que l'islamisme contribue de manière assez importante à la conflictualité mondiale. Il affirme que la liquidité des marchés des ressources et leur fongibilité permettent de ne pas entamer la guerre pour s'approprier une ressource. Les sources proposées sont plus convaincantes que les propos du livre. Il survole la géopolitique des oléoducs pour expliquer un certain nombre de conflits de manière assez correcte. Il aborde ensuite les guerres pour l'eau et les guerres pour le climat de manière un peu plus neutre et nuancée en restituant un nombre intéressant d'études. C'est une des qualités du livre et une des raisons pour lesquelles il mérite d'être lu. Les études citées en note de fin de chapitre permettent d'accéder à d'autres bibliographies et donc de faire un état des lieux de la littérature existante jusqu'au début des années 2000. Il manque cependant les dix dernières années de recherche. Mais je n'aime pas les phrases du type : « il n'est pas raisonnable de penser que », « Il est stupide de dire que » qui émaillent le livre. Je préfère une démonstration et un raisonnement. Il est cependant obligé d'admettre que les conflits sur les ressources aggravent la conflictualité, même s'ils n'en sont pas forcément l'origine. Le chapitre s'achève par un pronostic de la fin de la guerre à rebours de ce qu'il dit juste avant : « Néanmoins, les tendances sur le très long terme peuvent laisser espérer que la guerre deviendra, d'ici quelques décennies, un phénomène marginal. » Bizarre de prolonger une tendance quand il réfute cette technique pour tous les autres problèmes.

6 – Quelles « nouvelles menaces » ?

Le chapitre s'ouvre sur les nouvelles menaces. Cette réalité doit être connue par les personnes qui s'intéressent à l'évolution de la géopolitique. « Depuis 1990, le débat politique international fait la part belle à ce qu'il est convenu d'appeler les « nouvelles menaces », expression fourre-tout qui englobe, pêle-mêle, les migrations massives, le terrorisme, l'islamisme, la prolifération des armes de destruction massive. Et depuis les attentats du 11 septembre 2001, la convergence possible des trois dernières citées. ». Il a raison de rappeler que les flux migratoires réels n'ont rien en commun avec les fantasmes des auteurs à succès. Ils sont très lents : les seuls flux massifs et rapides d'émigration ont lieu suite au déclenchement d'un conflit majeur ou à une catastrophe naturelle soudaine. Ils sont aussi souvent intra-régionaux et réversibles. Pour ce qui est de l'identité et de la religion, les enquêtes récentes montrent que la conflictualité sur la question a tendance à se renforcer. Il a raison de rappeler que le terrorisme islamiste tue beaucoup moins que les accidents de la route ou l'alcoolisme. Il cite un chiffre de 15 000 morts par an mais le total a doublé depuis la parution du livre. Le livre s'arrête à l'épisode Al-Qaïda alors qu'il y a eu depuis une résurgence des conflits. La partie sur la guerre nucléaire et le

terrorisme nucléaire est aussi intéressante. Cependant, la logique du conflit n'est jamais linéaire. Il peut survenir de manière impromptue sans signes précurseurs.

7. Le mythe de la fin de l'Occident

Le dernier chapitre sur la fin de l'Occident est assez intéressant mais devrait faire l'objet de plusieurs livres pour être traité correctement. Il a raison, je pense, de parler de *schadenfreude* (joie malsaine) à se morfondre dans une forme de détestation de soi. Le libéralisme connaît effectivement un succès mondial mais je ne surprendrai personne ici en affirmant que sa contestation est de plus en plus prégnante. Surtout quand les inégalités qui avaient historiquement reflué repartent à la hausse. Il reprend à son compte la thèse de Francis Fukuyama selon lequel « la démocratie libérale et l'économie de marché n'ont plus de concurrent sérieux ». Il a raison de préciser que les régimes islamistes ne parviennent généralement au pouvoir que de manière provisoire après avoir évincé des régimes corrompus, mais la situation actuelle de la Turquie ou de quelques régimes en Asie ou au Moyen-Orient devrait nous inciter à plus de prudence. Le passage sur la résilience américaine est contredit par un certain nombre d'ouvrages récents. Je pense notamment à *La fin du rêve américain* de Lauric Henneon. Le livre affiche une confiance aveugle dans la technique et dans la capacité à trouver une solution technique à tous les problèmes. Je trouve cela assez surprenant.

Conclusion

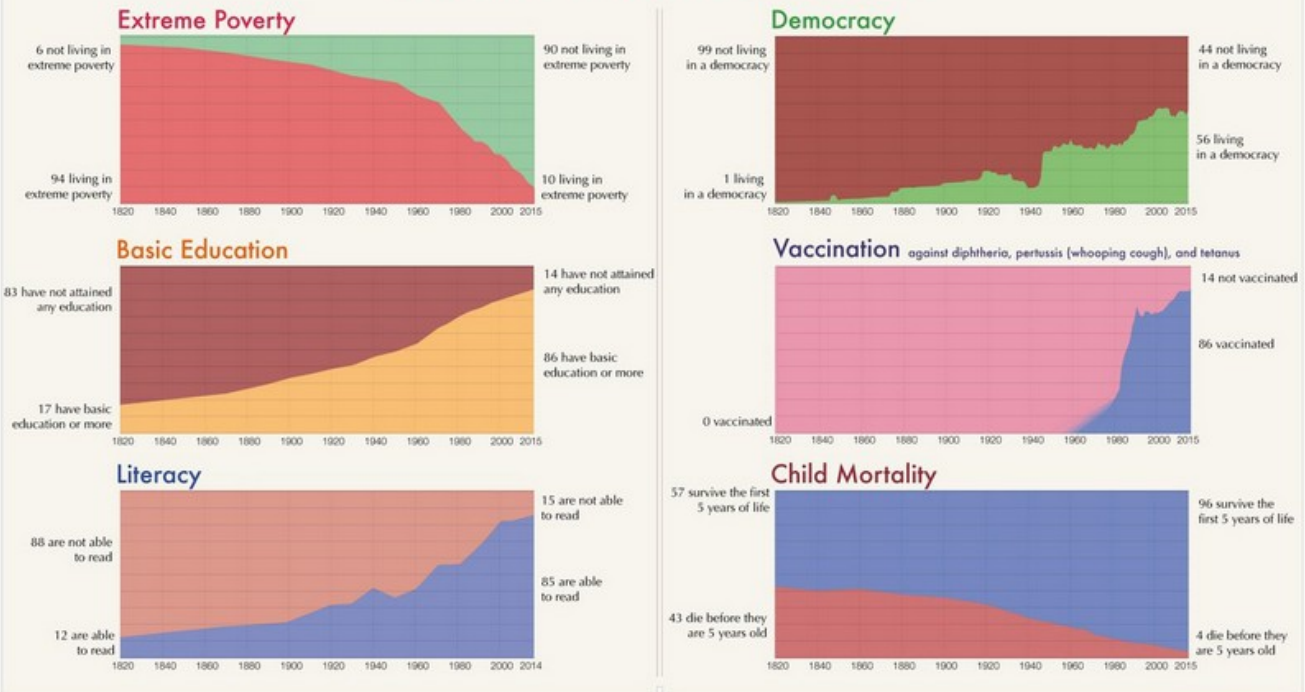
Une partie de la conclusion me paraît intéressante et peut être restituée. En utilisant la prospective et les tendances longues, on sait prévoir des orientations à partir du bon appareillage statistique, comme le firent Condorcet, Jean Fourastié et de grands prospectivistes. Au passage c'est aussi ce que fit Meadows que pourtant il conteste. Je suis assez d'accord pour dire que le monde de 2030 sera assez semblable au monde d'aujourd'hui même si, contrairement à lui, je pense que l'effondrement aura commencé. En effet, qu'on prenne son hypothèse ou la mienne, les évolutions sont très lentes à l'échelle d'une vie. Même si nous régressons, nous aurons avec les connaissances accumulées la possibilité d'avoir des conditions matérielles relativement semblables. Cela ne doit cependant pas nous inciter à l'inaction car nos actes auront des conséquences pour les générations futures. « *Nous n'héritons pas de la terre de nos parents, nous l'empruntons à nos enfants.* ».

Au final ce livre est une occasion manquée. Il faut le lire mais il aurait gagné à être beaucoup plus nuancé au lieu de servir une thèse unique. Le cherry picking n'est pas une attitude universitaire recevable et les lecteurs qui ne sont pas familiers avec un raisonnement rigoureux peuvent se laisser embarquer par l'auteur. A lire donc, mais avec quelques réflexes de prudence en tête. Mais il permet de calmer les ardeurs des catastrophistes de tout poil qui nous vendent des vols de sauterelles et des grenouilles qui tombent du ciel. Et, pire, qui en font commerce. J'ai quelques noms en tête qui n'ont pas la rigueur d'un Ugo Bardi ou d'un Pablo Servigne.

Voici quelques graphiques pour reprendre un peu de hauteur

The World as 100 People over the last two centuries

Our World in Data



Data sources: Extreme Poverty: Bourguignon & Morrison (2002) up to 1970 - World Bank 1981 and later (2015 is a projection). Vaccination: WHO (Global data are available for 1980 to 2015 - the DPT3 vaccination was licensed in 1949). Education: OECD for the period 1820 to 1960, IASA for the time thereafter. Literacy: OECD for the period 1820 to 1990, UNESCO for 2004 and later. Democracy: Polity IV index (own calculation of global population share). Colonization: Wimmer and Min (own calculation of global population share). Continent: HYDE database. Child mortality: up to 1960 own calculations based on Gapminder; World Bank thereafter. The world population increased 6.8-fold over these 2 centuries. All these visualizations are from OurWorldInData.org an online publication that presents the empirical evidence on how the world is changing. Licensed under CC-BY-SA by the author Max Roser.

SECTION ÉCONOMIE



Inquiétant ! Observez le rythme auquel le coût de la dette fédérale américaine progresse...

Publié le 9 mai 2018 à 15:11:17 / 0 commentaire / 21 vues

Je vous laisse imaginer ce qu'il se passera le jour où les taux d'intérêt sur la dette fédérale américaine augmenteraient soudainement et significativement. Nous... Lire la suite



Nicolas Perrin: Combien de temps les « risques financiers » vont-ils rester « supportables » ?

Publié le 9 mai 2018 à 11:00:03 / 1 commentaire / 522 vues

Si l'on en croit certains, les risques financiers actuels sont très raisonnables et l'optimisme des investisseurs parfaitement justifié. J'aime beaucoup suivre les... Lire la suite



Le pétrole Brent au dessus des 75 \$. Record depuis 2014 !

Publié le 9 mai 2018 à 07:00:48 / 9 commentaires / 738 vues

Israël vient d'annoncer que ses avions de chasse n'iraient pas participer à des manœuvres militaires prévues de longue date avec les Américains. L'État hébreux... Lire la suite



Etats-Unis: La dette étudiante vient d'atteindre un nouveau sommet historique

Publié le 8 mai 2018 à 19:50:00 / 7 commentaires / 1 194 vues

Il n'est pas rare d'entendre dire que la croissance de la dette étudiante US est une bombe à retardement qui menace de faire exploser l'économie américaine. Suite... Lire la suite



Une Grande Dépression se profilerait-elle à l'horizon aux USA ?

Publié le 8 mai 2018 à 07:00:41 / 8 commentaires / 1 600 vues

Dépression à venir? C'est ce que craignent plus de 1 000 économistes américains qui se révoltent contre la politique souverainiste de Trump. Mais rien n'y fera. La... Lire la suite

Inquiétant ! Observez le rythme auquel le coût de la dette fédérale américaine progresse...

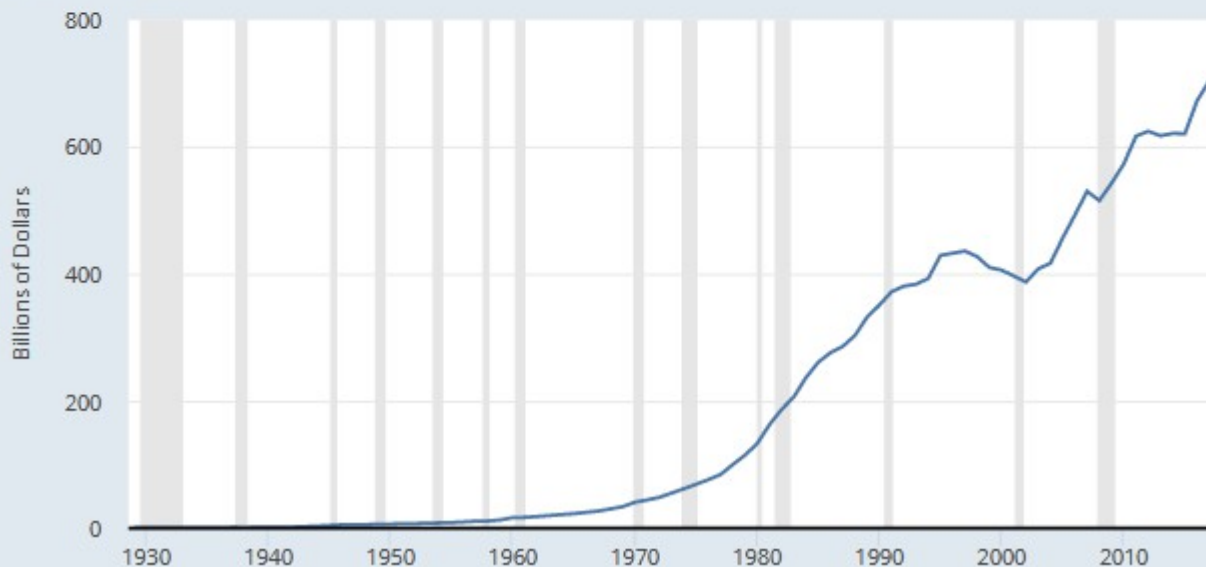
Le 09 Mai 2018 à 15:11:17 / 0 Commentaire / 49 vues

👍 0 🗨️ 0 📄 0 < Noter



Je vous laisse imaginer ce qu'il se passera le jour où les taux d'intérêt sur la dette fédérale américaine augmenteraient soudainement et significativement. Nous assisterions alors à une impressionnante envolée du coût de la dette américaine. La Fed est coincée et ne peut donc pas remonter ses taux sinon ce serait le piège de la dette qui se refermerait sur les Etats-Unis.

FRED — Government current expenditures: Interest payments



Mythe ou mensonge ? Comment faire la différence

Rédigé le 9 mai 2018 par [Bill Bonner](#)

Suite et fin de nos réflexions sur les mythes – ce qui les rend utiles et ce qui les distingue des mensonges purs et simples.

Nous sommes de retour aux Etats-Unis pour un mariage. C'est la saison, à cette époque de l'année. Les gens se passent la bague au doigt, espérant conclure ainsi l'accord le plus gagnant-gagnant de toute leur existence – pour tous les deux.

Pour bon nombre d'entre eux, c'est effectivement le cas.

La plupart des gens, tôt ou tard, pensent qu'ils « devraient » se marier. Ils l'anticipent avec plaisir, comme on attend un remboursement d'impôts.

A la *Chronique*, nous votons pour. Le mariage rend plus sage. La plupart des hommes sont des idiots... mais au moins les hommes mariés le savent-ils.

Des mythes commodes et pernicioeux

Nous avons eu le temps de réfléchir pendant le vol long-courrier. Plus précisément, nous avons cogité sur la question qui a empêché Nietzsche de dormir, a poussé Kant à l'isolement et a causé la mort de Socrate :

Comment différencier les mythes commodes et pernicioeux... de ceux qui sont utiles et vrais ?

Nous vous proposons quatre critères pour y parvenir.

Le temps. Depuis combien de temps le mythe survit-il ? Généralement, plus il est vieux, mieux c'est. Cela prouve qu'il est utile.

Les mythes survivent lorsqu'ils nous disent quelque chose d'important que nous n'avons pas besoin d'apprendre par nous-même – souvent, une vérité durable qu'il serait difficile ou impossible d'apprendre seul.

L'idée d'épargner, par exemple, est omniprésente et vieille comme le monde. « Si tu n'économises pas pour ta retraite, tu finiras tes jours dans la misère », disent les anciens.

Mais on ne vit qu'une fois. Si vous atteignez l'âge de la retraite sans avoir rien épargné, il est trop tard pour dire : « eh bien... ça, je ne le referai plus ».

C'est une leçon qu'il vaut mieux apprendre des autres... en suivant les mythes, les contes de bonne femme et les leçons morales du passé.

Créer de nouveaux mythes

Les économistes s'appelaient autrefois des « philosophes moraux ». Ils avaient réalisé que les actions ont des conséquences... et que ce qu'ils recherchaient, c'était « la morale de l'histoire » – éternelle et inéluctable.

Mais ces économistes sont morts. Les leçons morales sont désormais considérées comme de « simples mythes » par les charlatans modernes. Pour eux, les anciennes règles n'étaient qu'un couvre-feu, ou un col trop raide limitant leurs mouvements. Ils ont donc inventé de nouveaux

mythes.

L'idée que « les déficits n'ont pas d'importance » ne remonte qu'à 1998, lorsque Dick Cheney a utilisé cette expression pour excuser les déficits galopants de l'ère Reagan.

Qu'est-ce qui a le plus de chances d'être utile ? L'idée qu'il faut économiser son argent... ou que les déficits n'ont pas d'importance ? Qu'est-ce qui a le plus de chances d'être vrai ?

Qu'est-ce qui a le plus de chances de vous aider à gérer votre vie financière... et qu'est-ce qui a le plus de chance de vous faire atterrir dans le pétrin ?

L'échelle. Généralement, plus le mythe est personnel... individuel... et terre-à-terre, plus il est utile et fiable. « Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras » nous apprend quelque chose d'important : méfiez-vous des promesses.

Parier sur un « tiens » aujourd'hui contre deux « tu l'auras » demain implique un taux d'intérêt de 100% – au quotidien. Un investisseur pourrait être prêt à prendre ce pari... ou pas.

Maintenant, imaginez 10 000 milliards de dollars de dette souveraines s'échangeant à des taux négatifs. Voilà qui dépend d'un nouveau mythe... d'une ampleur considérable : le « tiens » d'aujourd'hui vaut moins qu'un seul « tu l'auras » demain. Aucun prêteur privé, à petite échelle – dans un marché honnête – ne tenterait un tel pari.

De même, « les déficits n'ont pas d'importance » est gigantesque, impersonnel et abstrait. N'importe quel idiot sait que cela ne fonctionnera pas sur une base individuelle. Mais on s'imagine que cela pourrait être différent à grande échelle.

Bien entendu, les autorités peuvent faire plus d'idioties pendant plus longtemps – et à bien plus grande échelle – que vous. Mais la nature ne change pas simplement parce que vous grandissez. Les principes fondamentaux continuent de s'appliquer.

Le monopole de la violence

La violence. Le test le plus fiable est le suivant : les autorités soutiennent-elles ce mythe ?

Rappelez-vous que tout le monde peut faire des erreurs. Mais si on veut un vrai gâchis, il faut un gouvernement.

Seules les autorités affirment avoir le monopole de la violence... et elles seules peuvent utiliser la violence pour appliquer un mythe à grande échelle sans y apporter de corrections.

Les mythes privés, à petite échelle, sont corrigés en permanence. Vous pensez être un génie ; votre femme vous détrompe. Vous pensez que vous pouvez boire et conduire ; un pylône se charge de décider de la question. Vous pensez que les déficits n'ont pas d'importance... jusqu'à ce qu'un huissier emporte votre téléviseur.

Mais les autorités ? Aucun mythe n'est trop insensé, trop meurtrier ou trop contreproductif pour être bichonné pendant des siècles.

Elles brûlent des sorcières sur le bûcher... rompent leurs ennemis sur la roue... pendent les Irlandais, les catholiques et les Noirs... envoient les juifs et les gitans à la chambre à gaz... guillotinent les aristocrates à Paris... et fusillent les contre-révolutionnaires à Saint-Petersbourg.

Taxer, réglementer, trafiquer les prix, payer les compères... et tout cela s'appuyant sur une violence à grande échelle et des mythes si absurdes que les dieux ne peuvent qu'en rire. Plus tard, même les humains les méprisent.

Un raccourci utile pour mettre un mythe à l'épreuve : s'il est soutenu par les autorités, c'est presque à coup sûr un mensonge commode et non un mythe utile.

Notre critère favori

Est-il gagnant-gagnant ? Ah... notre critère favori.

Les mythes utiles profitent à quiconque les prend au sérieux. L'épargnant. Le travailleur assidu. L'esprit généreux. Le parent attentionné. Le bon voisin.

Et ils le font sans faire de mal à d'autres : l'épargnant se trouve mieux... mais l'emprunteur aussi : il a plus de fonds à sa disposition.

Le travailleur assidu ajoute à la richesse du monde, pas à la sienne seule. L'esprit généreux aide les autres... et lui-même.

Le parent attentionné évite de ruiner ses enfants avec trop d'argent et pas assez d'affection. Le bon voisin ne fait pas de tapage nocturne.

Le mensonge commode, en revanche, relève de l'accord gagnant-perdant. Il ne bénéficie qu'à certaines personnes – aux dépens des autres.

Les Mexicains, les terroristes, les musulmans, les catholiques, les revendeurs de drogue – choisissez n'importe quelle catégorie d'«eux». Quelqu'un trouvera le moyen de les faire payer.

Tous les autres perdent.

Imaginez que votre voisin annonce qu'il aime la couleur bleue... et il pense avoir le droit de vous dire de repeindre votre maison de manière à ce qu'elle soit plus agréable à regarder pour lui. A cette échelle, le mythe/l'illusion est aisément écarté. Vous lui dites d'aller se faire voir.

Mais voilà que votre voisin rallie à sa cause tous les niais et les empêcheurs de tourner en rond du royaume. Ils affirment que les gens dont la maison n'est pas bleue sont des traîtres. Ils passent une loi : tout le monde doit peindre sa maison en bleu !

A présent, le mythe – votre voisin a le droit de vous dire de quelle couleur peindre votre maison – est devenu une loi à part entière. C'est le même... mais sa taille a été multipliée. Inoffensif à petite échelle. A grande échelle ? Génial pour les fabricants de peinture bleue.

Le mythe selon lequel les déficits n'ont pas d'importance rapporte aussi pour certaines personnes. Les banquiers, les compères, les spéculateurs, les zombies... et, bien entendu, les millions d'autres personnes qui récupèrent les miettes tombant de la table.

Mais tout cela a un coût. Chaque centime emprunté doit tôt ou tard être remboursé. Personne ne sait comment, quand, ou par qui.

Les accords gagnant-perdant imposés par les autorités, appliqués par la violence et justifiés par des mensonges extravagants, sont toujours coûteux. Généralement, plus le mythe est énorme, plus il est cher.

On estime que la guerre contre la drogue aurait coûté aux autorités américaines 1 500 milliards de dollars à ce jour. La guerre contre la terreur est pour sa part estimée à 7 000 milliards de dollars. Et une somme plus considérable encore a été dépensé dans la guerre contre la pauvreté – 22 000 milliards de dollars.

Quant au système d'argent factice... combien, en termes de croissance réelle, d'épargne réelle, de capitaux réels et de ressources réelles, a-t-il gaspillé ?

Nous n'en savons rien...

... Mais lorsqu'il explosera, l'addition sera dantesque.

Merci le pétrole !

Rédigé le 9 mai 2018 par [Françoise Garteiser](#)

Les Etats-Unis se retirent de l'accord international sur le nucléaire iranien – mais les marchés tiennent bon.

« Merci le pétrole ! »

C'est ce que les marchés doivent se dire actuellement, suite au retrait des Etats-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien : l'or noir a pris plus de 3% sur l'annonce de Donald Trump et retrouve des sommets intouchés depuis trois ans, à près de 77 \$ le baril de Brent.

Les marchés US ont terminé hier sur un équilibre presque parfait, avec +0,01% pour le Dow Jones... -0,03% pour le S&P 500 et un tout petit gain de 0,02% pour le Nasdaq. Le CAC 40 est pour sa part dans le vert de 0,04% à l'heure où j'écris ces lignes.

En-dehors de cela, les perspectives ne sont pas brillantes : avec la décision américaine, ce sont des milliards de dollars de contrats qui tombent à l'eau – et des entreprises aussi diverses qu'Airbus, Volkswagen, General Electric, PSA ou même Accor sont touchées.

La « Bombe Blonde » a-t-elle raison ou tort de retirer son pays d'un accord qu'elle juge « le pire » jamais conclu par Washington ? Est-ce une catastrophe pour l'économie et la paix dans le monde... ou bien une bénédiction universelle et la décision la plus sage jamais prise ?

Votre correspondante ne se hasarderait pas à trancher... et vous conseille de vous méfier des mythes qui entourent ce genre de question.

La question iranienne est en effet un parfait cas d'étude pour la question que Bill Bonner étudie depuis quelques jours : [comment faire la différence entre mythes et mensonges](#)... et si l'on suit les principes détaillés par Bill aujourd'hui, on n'est actuellement pas tout à fait dans le camp des notions saines et utiles à l'humanité, avec ce dossier.

Je me bornerai à remarquer que tout ça remet Donald Trump là où il préfère être : sous le feu des projecteurs... et pas à cause de ses démêlés avec une ancienne actrice de films X, ce qui doit être un soulagement.

Le ralentissement de la croissance devient global; Trump renie la parole américaine

Bruno Bertez 8 mai 2018

Trump annonce qu'il se retire unilatéralement de l'accord avec l'Iran.

La haute représentante de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, n'est pas d'accord ! « Ensemble, avec le reste de la communauté internationale, nous allons préserver cet accord nucléaire », a-t-elle ajouté en réponse à la décision du président américain.

“We are working on plans to protect the interests of European companies” Maja Kocijancic, EU spokeswoman for foreign affairs, told reporters in Brussel.

Nous travaillons sur des plans pour protéger les intérêts des sociétés européennes a déclaré un porte parole de Bruxelles.

Hausse du pétrole.

Le retrait de l'accord aura de nombreuses conséquences dont le risque de reprise du programme nucléaire de l'IRAN, plus le risque de dissémination ailleurs.

Mais entre autres il se confirme que la parole des USA ne vaut rien et qu'elle peut-etre dénoncée unilatéralement comme ce fut le cas avec la parole de Baker de ne pas modifier les contours de l'OTAN.

Nous sommes revenus aux pire moments de l'unilatéralisme, alors que même des gens Macron souhaitent un peu plus de multilatéralisme sinon authentique du moins en simulacre. Les UE 3, les Français, les Allemands et les Britanniques se sont humiliés et déconsidérés inutilement , comme des vassaux, en suppliant Trump d'accepter une renégociation honteuse.

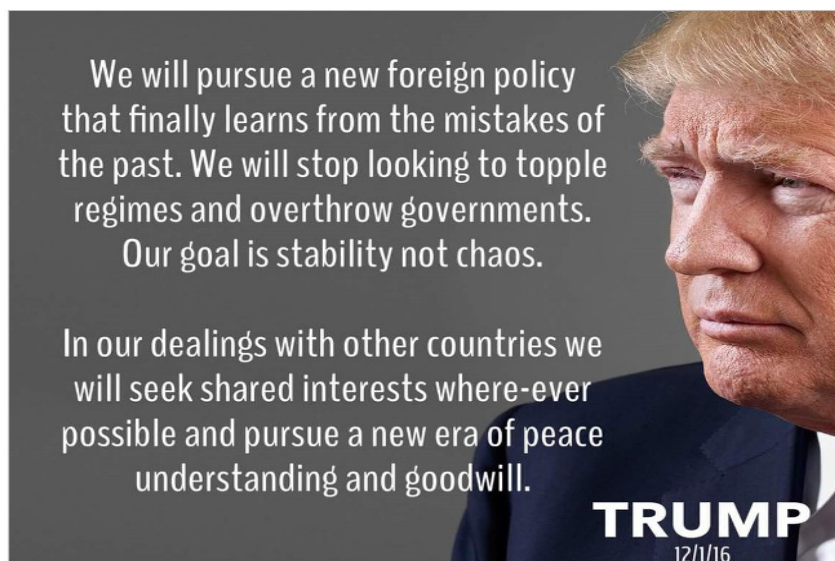
Il n'y aucune chance pour que la Corée du Nord croie à la parole américaine!

Par ailleurs ceci va provoquer de vives tensions et dissensions du côté des Alliés car beaucoup de pays ne souhaitent pas la dénonciation de cet accord encore moins les embargos.

Cette décision rouvre un nouveau chapitre du risque de guerre.

Trump renie lui aussi ses promesses électorales, il les aura toute faites comme l'on dit!

Ci dessous une de ses professions de foi.



Medvedev reconduit comme premier ministre en Russie



In a signal that President Vladimir Putin has [chosen to maintain Russia's political status quo](#), damn the western sanction torpedoes, today Dmitry Medvedev was re-appointed as Russia's prime minister

Iran, le chef de la Garde de la Révolution: nous n'avons pas peur des USA , de leurs sanctions ou de leurs attaques militaires, l'Iran est prête pour le pire.



« Our nation is not afraid of U.S. sanctions or military attack. Our enemies including America, the Zionist regime and the allies in the region should know that Iran has prepared for the worst scenarios and threats

BRUXELLES, (Reuters) – La haute représentante de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, a appelé mardi la communauté internationale à respecter l'accord sur le nucléaire iranien en dépit de la décision de Donald Trump de s'en retirer et de rétablir les sanctions américaines à l'encontre de Téhéran.

« Je suis particulièrement préoccupée par l'annonce, ce soir, de nouvelles sanctions », a dit Fedrica Mogherini.

« **L'Union européenne est déterminée à le préserver** » a-t-elle dit en référence à l'accord conclu à Vienne en juillet 2015 sur le programme nucléaire iranien.

« **Ensemble, avec le reste de la communauté internationale, nous allons préserver cet accord nucléaire** », a-t-elle ajouté en réponse à la décision du président américain.

Economie: croissance ralentie:

Global nowcasts show activity softening with the US now slowing, though not as much as the Euro Area. China growth is steady. So far this looks like nothing worse than a return to trend.

Nevertheless, peak global growth for this cycle may be in the past

Le plus mauvais des calculs, celui du risque financier

François Leclerc 7 mai 2018

L'énorme masse réglementaire de la régulation financière n'est pas gage de son efficacité. Celle-ci est toujours aussi douteuse pour une simple et unique raison : elle n'interdit pas la spéculation, et sa raison d'être se limite à amortir les chocs.

Ces dix dernières années, les régulateurs financiers du monde entier n'ont pas cessé de codifier d'innombrables dispositions réglementaires, motivés par l'idée que ce qu'ils n'avaient pas su prévenir ne devait au grand jamais recommencer. Mais aujourd'hui l'heure est à leur détricotage, sous l'impulsion de l'administration Trump, tandis qu'en Europe leur élan est interrompu en attendant de suivre la même pente.

Il serait temps de s'interroger sur la portée de ce qui a été accompli en mettant bout à bout ce qui est connu.

Le Comité de Bâle, qui regroupe les banques centrales sous les auspices de la Banque des règlements internationaux, a édicté à destination des banques une famille de ratios réglementaires de leurs fonds propres, et imposé des coussins de liquidités absorbant le choc lorsque les échanges financiers sont gelés et qu'une crise de confiance intervient. Fort de ces dispositions, les banques doivent résister à des chocs qui sont régulièrement simulés.

Hélas, l'ensemble du secteur du « shadow banking » (la banque de l'ombre) a été laissé en jachère, et le calcul du risque des actifs inscrits au bilan des banques, élément essentiel de l'application des mesures réglementaires, est largement laissé à leur appréciation, faussant celui-ci.

Afin de ne pas avoir à procéder à des augmentations coûteuses de leurs fonds propres, les banques ne veulent pas démordre de l'emploi de modèles maison d'évaluation du risque des actifs qu'elles détiennent. Pourtant, la complaisance dont elles font preuve en réalisant cet exercice a été mise en évidence par l'Autorité des banques européennes (EBA). Celles-ci prennent comme prétexte la connaissance de leur clientèle, mais les produits financiers structurés qu'elles détiennent sont d'une telle complexité qu'ils défient toute estimation de leur risque. De surcroît, un risque suprême existe qu'elles ne sont pas en mesure de calculer : le risque systémique. Celui-ci résulte de l'enchevêtrement des engagements réciproques entre les établissements financiers.

Après de longues tractations de plus de deux ans, le Comité de Bâle a finalement accouché d'un compromis : les banques pourront continuer à utiliser leurs modèles maison pour évaluer leur risque global, mais son niveau ne pourra pas être inférieur à un seuil plancher de 72,5% calculé suivant le modèle standard du Comité. Les banques ont respiré, car une période de dix ans est prévue pour que ce mécanisme entre progressivement en application, des délais de grâce supplémentaires étant de surcroît prévisibles, le temps que les législateurs nationaux inscrivent dans la loi ou la réglementation ce qui n'est à ce stade qu'une recommandation. D'ici là, tout restera permis.

Le Groupe des gouverneurs de banque centrale et des responsables du contrôle bancaire qui supervise le Comité de Bâle, avait il y a deux ans également demandé à ce dernier de se pencher sur un sujet encore plus épineux : la détermination du risque des obligations émises par

les États pour emprunter sur le marché, dont les banques sont de grandes détentrices. Ces mêmes titres sont apportés en garantie des transactions.

Les obligations souveraines représentent en effet le haut de gamme des actifs apportés en garantie, car elles sont considérées comme sans risque. Mais ce n'est qu'une convention destinée à solidifier le système ! Qu'elle ne puisse pas être abandonnée, en raison des bouleversements majeurs que cela induirait dans le système financier, explique pourquoi la dette doit être à tout prix remboursée et sa restructuration autant que possible prohibée.

N'étant pas parvenu à un consensus en son sein, vu l'enjeu, le Comité de Bâle s'est contenté de publier un simple document de discussion sur ce sujet particulièrement épineux, sans autre portée, se gardant d'entamer une consultation comme il est d'usage pour un projet réglementaire. Une phrase de son rapport résume tout l'enjeu de la réflexion engagée : « les idées exposées tendent à mettre en balance le risque prudentiel avec d'autres considérations holistiques, dont le mandat d'amélioration de la stabilité financière du Comité ».

Enfin, on retrouve cette même mesure du risque au cœur de la compensation des produits structurés. Auparavant, ils étaient dans leur grande majorité échangés de gré à gré, mais les transactions standardisées doivent désormais transiter par les services de chambres de compensation, qui fleurissent désormais, avec pour mission d'en cantonner le risque. Mais elles sont critiquées pour tout au contraire dangereusement le concentrer, à tel point qu'il a été question un moment, sans que cela ne se concrétise, de leur donner accès aux guichets de liquidités des banques centrales, comme les banques commerciales, en cas de pépin.

Les appels de marge auxquels elles procèdent, ces garanties qui doivent être apportées à une transaction, permettront-ils de résister aux chocs en leur sein ? Leur montant est calculé en fonction du risque supposé de chaque transaction, avec tous les aléas de l'exercice. Circonstance aggravante, les chambres de compensation se font concurrence entre elles et ont intérêt, pour attirer leurs clients, à en minorer le montant. Paul Tucker, l'ancien gouverneur adjoint de la Banque d'Angleterre, considère que la compensation crée au contraire le plus grand risque financier.

Pour se prémunir du risque, le monde financier dispose d'une parade, le collatéral. Ainsi sont nommés les actifs considérés comme sûrs apportés en garantie d'une transaction, ou destinés à renforcer les fonds propres « durs » des établissements financiers pour répondre à la réglementation.

Mais un problème imprévu est survenu : l'offre de collatéral ne suit pas l'accroissement de sa demande, notamment en raison du lancement des chambres de compensation, et il s'en suit un phénomène de rareté potentielle. D'autant que la convention selon laquelle les titres souverains – le nec plus ultra du collatéral – ne sont pas porteurs de risque n'est pas éternelle... créant une situation paradoxale : plus le risque augmente au sein des chambres de compensation, moins les moyens de s'en prémunir sont disponibles.

Il faut donc ruser, et la « réhypothécatation » a été inventée à cet effet. Ce mécanisme permet de garantir plusieurs transactions avec le même collatéral, au prétexte que des défauts n'interviendront pas simultanément sur celles-ci. Ce qui est vraisemblable quand tout va bien mais l'est beaucoup moins en période de crise ! Créativité oblige, de nouveaux business sont apparus sur le marché tendu du collatéral, comme le prêt rémunéré d'actifs de qualité le temps

d'une transaction. Cela tient de l'acrobatie financière.

Plus le système financier se complexifie, plus il se fragilise. Et le calcul du risque devient d'autant plus improbable qu'il se prétend savant.

Englués dans nos convictions

Thomas Veillet 24 avril 2018

Pour la première séance de la semaine, les marchés ont donné l'impression d'être dans un marécage, pris dans les sables mouvants et plus tu bouges, plus tu t'enfonces, alors forcément, tu bouges pas.

On a repris les mêmes thèmes qui nous occupent depuis quelques jours. Enfin, depuis que les sujets « bateau » du début du mois ne sont plus à la mode. Les intervenants se sont donc « spécialisés » sur la thématiques des matières premières qui montent, de l'inflation qui monte et donc, par capillarité, des taux qui montent ou qui vont monter encore plus parce que la FED n'aura pas d'autre choix et le 10 ans US va donc aller directement à 3%, voir plus. Mais comme on a le sentiment qu'après les 3%, il n'y a plus rien si ce n'est un grand trou noir, personne ne prends de paris sur ce qui se passera « après ». Le jour d'après les 3% est un peu une marche dans l'inconnu sauf qu'on sait que ça sera moche, horrible et déprimant.

Par moment on a le sentiment que le jour où le rendement franchit la barre des 3%, on va se retrouver dans hiver nucléaire financier.

Hier le rendement s'est arrêté à 2.997%, on y était presque, mais finalement on s'est dégonflé et ce matin on n'est plus qu'à 2.96%. On sent que ça change tout. Ces fameux 0.003% qui marquent la fine ligne entre la fin du monde et le monde merveilleux de la finance tout court.

En tous les cas, l'argumentaire est bien rodé et nous n'avons plus que ça dans la bouche, les 3%, la hausse des taux, l'inflation, nous voici revenus deux mois en arrière. À la limite, c'était presque mieux quand Trump se fritait avec la terre entière à propos des taxes douanières, les marchés allaient mieux et étaient moins sur la défensive. Ce lundi les indices américains n'ont strictement rien fait et, pour ceux qui aiment les statistiques, cela fait 51 jours que nous avons commencé à baisser. Que nous sommes en phase de correction selon certains. Bien que la correction reste à définir. Depuis mai 2008 nous n'avons plus vécu de période déprimante comme celle-là.

Ce qui est vite dit, parce que personnellement je n'ai pas le sentiment que l'on n'a fait que rigoler et danser sur la table depuis 2008. Je me souviens d'un été 2011 où l'on avait quand même moyennement rigolé quand la Grèce menaçait de faire ses valises et que l'on avait du la retenir à la maison avec une boîte de raviolis et quelques milliards distribués généreusement. Toujours est-il qu'il paraît que ce genre de « correction » dure 61 jours en moyenne – bien que Goldman Sachs parle de 70 jours pour être honnête et qu'il faut ensuite 80 jours de trading pour rebatte les records historiques.

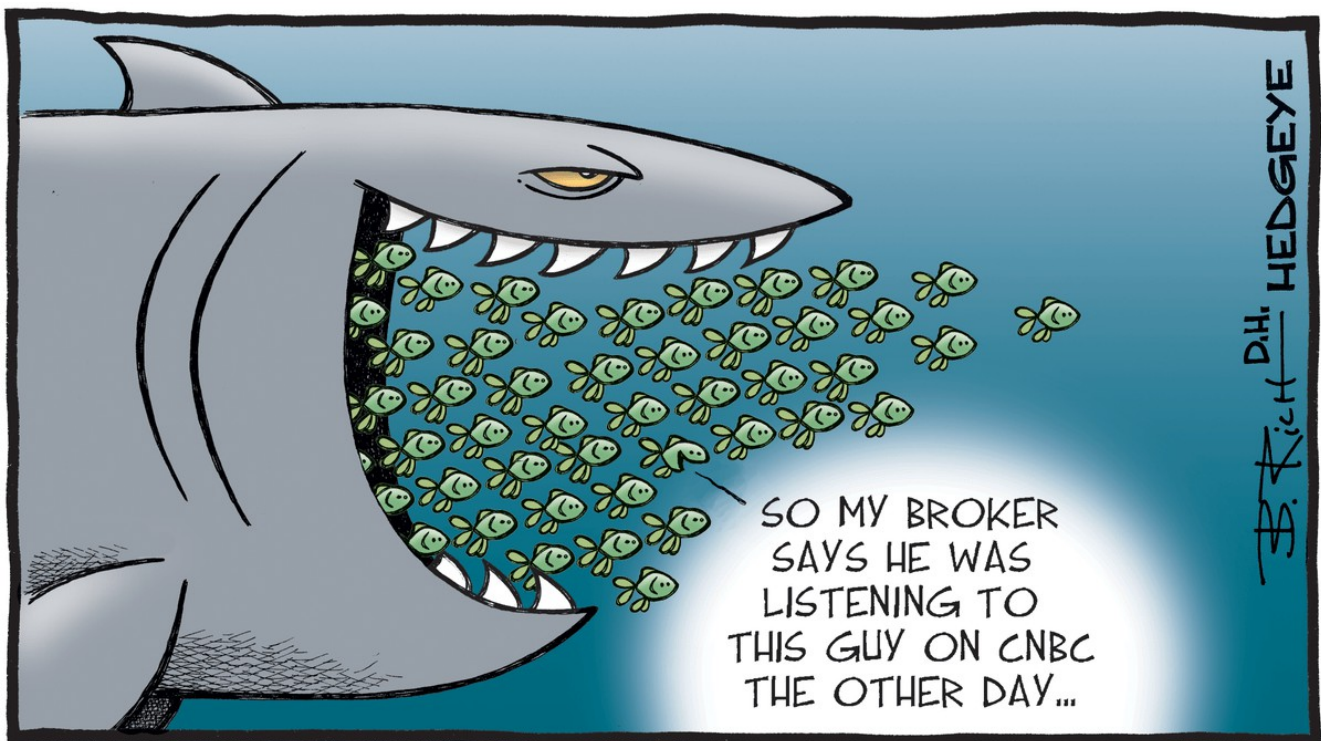
J'ai bien pris note. Ma mission est donc la suivante, les 20 prochains jours, j'investis et ensuite, je pars me poser sur une plage et on se retrouve dans 100 jours de trading, ce qui devrait nous mener autour du mois d'octobre pour fêter les plus hauts.

En résumé, nos journées sont passionnantes. On essaie de se convaincre parmi que la thématique de l'inflation est celle qui va nous occuper pendant 12 mois au moins, jusqu'à la

récession. Mais en même temps, on n'est incapable de voir plus loin que demain. Et puis on brasse de l'air en analysant les chiffres trimestriels qui sont tous meilleurs que prévu, mais pas assez enthousiasmants pour imaginer que ce soit une bonne nouvelle, puisqu'on le savait déjà. Donc on se demande si ce n'est pas mieux de tout vendre puisque la récession est à nos portes.

Hier les USA n'ont rien fait, mais les Européens terminaient encore une fois en hausse. Pas de beaucoup, mais ça à l'air un peu plus sympa d'investir en Europe qu'aux USA actuellement, puisqu'au moins on essaie d'avancer. Malgré cela, il y a quand même des cadavres pour la journée d'hier, l'UBS en première ligne, puisque la première banque suisse a publié des chiffres que d'aucun qualifieront de « satisfaisants » à « bons », mais insuffisants pour les visionnaires de la finance que nous sommes et qui ne se satisfont pas de la moyenne et qui veulent plus et encore plus. Un profit en hausse de 19%, les attentes des analystes pulvérisées dans tous les secteurs, mais on fait la fine bouche et le titre perdait près de 4% au pire de la journée.

Parfois je dois dire que je ne comprends que moyennement la psychologie du marché. Voir pas du tout. J'envisage la possibilité d'écrire une chronique par année, parce que quand je vois le comportement grégaire des marchés sur les nouvelles à très court terme, j'ai une furieuse envie de me lancer dans l'agriculture biologique et la fabrication du miel.



Bref, l'Europe termine légèrement en hausse, les USA terminent légèrement nulle part. On ne parlera pas de l'or et le pétrole est en train de frôler les 69\$ et jamais les Hedge Funds Managers n'ont été aussi « Bulls » sur le pétrole. Ça tombe bien, il y a deux ans on n'a jamais été aussi convaincus que le baril allait à 10\$, c'était une certitude et ceux qui disaient ou qui osaient carrément penser le contraire étaient vilipendés et plongés dans le goudron et les plumes et conduit à la sortie de la ville sur un rail de chemin de fer et deux ans plus tard, les MÊMES, viennent te dire que c'est une CERTITUDE que le pétrole va plus haut et que mêmes les TWEETS de Trump qui trouve ça inacceptable – que le baril monte – n'y feront rien, parce

que les « experts » pensent que ça ne PEUT qu'aller plus haut !!!!!

Définitivement, je n'aime pas la foule et je déteste quand tout le monde pense la même chose.

Ce matin c'est l'euphorie en Asie, la faiblesse du Yen booste le Nikkei de 0.7% et le reste est en plein délire aussi, puisque la Chine prend 2.2% et Hong Kong 1.2%. Les deux marchés qui ont clairement été les moins bons ces derniers temps semblent avoir trouvé le bon mélange et sont soudainement très en forme ce matin.

Pour ce qui est des nouvelles du jour, on décortique encore les chiffres de Google qui a publié hier soir. Si l'on en croit les chiffres, c'est impossible ou presque, de savoir si c'est bon ou mauvais, la complexité de la structure de Google rend quasiment impossible toute analyse du trimestre. C'est en tous les cas le « feed back » que l'on parvient à lire entre les lignes. En dehors de l'intégration d'un « gain » théorique en capital fait sur une participation en Uber – bien que l'on ne sache pas exactement sur combien d'actions et détenues pas quelles sociétés – il n'est pas simple de trier le bon grain de l'ivraie, dans le doute le titre ne fait rien, d'autant plus que les commentaires post-publications ont été neutre de chez neutre et il est donc très difficile de prendre Google à contrepied.

Autrement, comme on s'ennuie profondément les « stratégestes » sont déjà en train de dessiner les contours de ce que sera le meeting de la BCE de jeudi. Draghi devrait être prudent mais pas trop. Il devrait annoncer de la croissance en Europe, mais pas trop et il devrait préparer le terrain pour annoncer la fin du QE à fin juin, mais pas trop. On sent tout de suite que l'on va vers un marché avec des convictions très fortes et une visibilité à long terme très solide.

Mike Pompeo, l'ex-boss de la CIA a été nommé Secrétaire d'Etat. George Bush père a été hospitalisé après le décès de sa femme et la cour d'appel américaine a déclaré qu'un singe ne pouvait pas détenir le copyright sur une photo... On sent tout de suite qu'il y a vraiment des préoccupations majeures dans le système juridique américain.

Hier soir il y avait la conférence Sohn à New York, traditionnelle conférence où les « stars » de la finance annoncent leurs « meilleures idées d'investissement ». Gundlach est chaud sur le « Oil & Gas » et recommande d'acheter le XOP, en revanche il pousse à shorter Facebook, pour les raisons que l'on connaît. Un autre Hedge Fund encourage tout le monde à acheter du BOX, la plateforme d'échange et de partage de fichiers est appelée à se multiplier par dix si ce n'est plus et ensuite, guérir le cancer. Le gérant de Social Capital a déclaré : « Si vous croyez à l'intelligence artificielle, achetez Google, Amazon et BOX »...

Pendant ce temps, Macron est aux USA pour la première visite d'état depuis l'arrivée de Trump, apparemment ils sont « super potes ». Macron a déclaré qu'ils étaient « pareils » – ils arrivent de nulle part, ils n'étaient pas favoris pour être Président et leurs épouses... euh non, on peut pas parler de leurs épouses...

Côté chiffres économiques nous aurons l'IFO en Allemagne, les New Homes Sales aux USA et la confiance du consommateur. Pour ce qui est des chiffres du trimestre, il y aura du monde. Nous aurons entre autres : 3M, Biogen, Caterpillar, Coca et Cola, Freeport McMoran, Harley Davidson, Lockheed Martin, SAP, Texas Instrument et Verizon. J'en oublie plein, mais sinon c'est trois pages de noms de sociétés et je vais vous perdre.

Pour le moment les futures sont en hausse de 0.25% et la Cryptomonnaie continue de monter.

Encore deux jours comme ça et on va nous ressortir le concept du « coup sûr » sur le Bitcoin.
Ce matin ce dernier est en hausse de 4% à 9230\$.